



Forghettos p.3

Les banlieues récalcitrantes de l'île de Montréal vues par Michel Rioux.



Néo-esclavagisme p.7

L'institut Fraser tape sur la justice sociale pendant que Claude Picher lui tient les mains dans le dos.



Loi antiterrorisme p.10

Quand l'État terrorise les militants. Un historique des arrestations des deux dernières années.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 5 • n° 3

Décembre 2001

3,50 \$



L'énergie atomique au Canada

Quand la mort gouverne

PAR JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Connaissez-vous Deep River? C'est une ville perdue, au nord de l'Ontario, quelque part entre Ottawa et Sudbury. Pour ma part, je n'en connaissais pas l'existence si un policier ne me l'avait un jour présentée au passage, une contravention à la main et un sourire aux lèvres... Deep River, c'est la ville où habite Mohamed Attiah, un ingénieur.

Attiah, cinquante quatre ans, a perdu son emploi le 20 septembre à la centrale nucléaire de Chalk River, vraisemblablement parce qu'il est d'origine arabe. C'est à cette centrale qu'Énergie atomique du Canada teste depuis quelques mois, à la demande des Américains, des résidus de plutonium russe pour les réintégrer à ses réacteurs. Né en Égypte, Mohamed Attiah est installé au Canada depuis 27 ans. Il est père d'une famille en bas âge de quatre enfants. Et tandis que les autorités se montrent incapables de préciser les accusations qui pèseraient contre lui, le malheureux fait des pieds et des mains pour retrouver son emploi.

La psychose sécuritaire bat son plein. Le 2 novembre dernier, Ralph Goodale, le ministre des Ressources naturelles, a déclaré que les centrales nucléaires du pays pourraient désormais être surveillées par des hommes en armes. Quelques jours plus tard, on apprendait que la Commission canadienne pour la sécurité nucléaire envisageait même d'entourer les centrales de missiles afin de les protéger contre d'éventuelles attaques de kamikazes.

Le nucléaire, bien sûr, cela représente un risque énorme. Même sans attaques terroristes: rappelez-vous de Tree Miles Island et de Tchernobyl. Et faut-il rappeler qu'on se demande toujours comment gérer les déchets radioactifs? Comme le disait un jour le premier ministre Chrétien dans une de ses célèbres glissades linguistiques: «il faut pas laisser les enfants s'amuser avec le nucléaire, c'est dangereux ça»...

Pris de frayeur depuis le 11 septembre à l'idée de la catastrophe que provoquerait l'explosion d'une centrale chez

blier les serpents contenus dans pareille manne. Le Canada continue donc au meilleur de lui-même de participer à la mise en place d'un véritable désastre pour la sécurité de la planète.

« Les triomphes commerciaux du gouvernement canadien et de son agence nucléaire ne sont que des défaites que l'humanité s'inflige à elle-même. »

Le 27 septembre dernier, le gouvernement nommait au poste de président intérimaire du Conseil d'administration d'Énergie atomique du Canada limitée le « très honorable » Ray Frenette, ancien premier ministre du Nouveau Brunswick, soldat fidèle des libéraux fédéraux et grand prêtre de la privatisation dans sa province. En début d'année, le C.A. avait acquis une autre recrue de luxe en matière de saine gestion du nucléaire en la personne de M^{re} Marcel Aubut lui-même. Tous les Ayatollah du libre marché n'avaient plus qu'à se réjouir. Et c'est bien ce qu'a fait Robert Van Adel, le président d'Énergie atomique Canada, dans une lettre adressée au *National Post* le 15 octobre. Guère plus d'un mois après les attentats aux États-Unis, alors que la situation internationale est on ne peut plus tendue, ce monsieur jubile et déclare à ses croyants que la situation mondiale du nucléaire connaît « actuellement une renaissance » partout, « y compris au Canada ». Et puis il confie ceci: « Les discussions d'Énergie atomique du Canada avec le gouvernement ont été

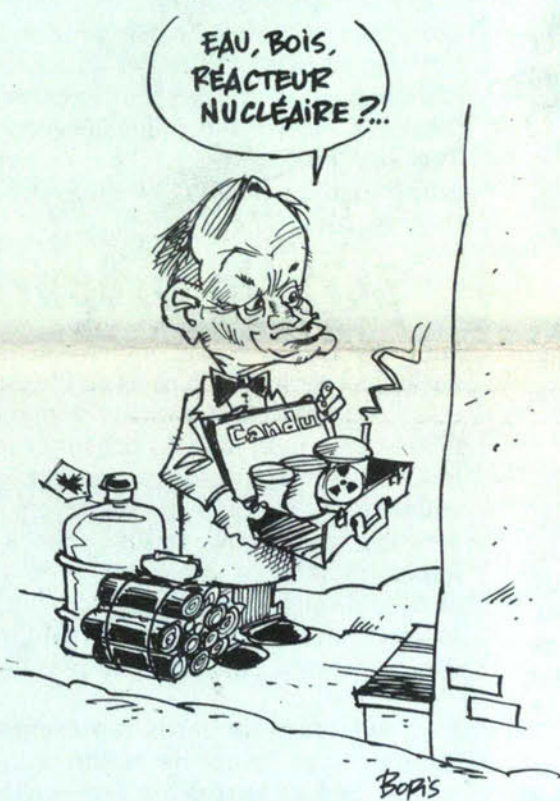
centrées sur notre plan d'affaire afin que les investissements du pays en matière de technologie nucléaire soient pleinement utilisés et que de larges bénéfices en résultent. » La bureaucratie financière avait parlé. Le reste n'avait qu'à suivre. Et il suivit.

En octobre, le premier ministre Chrétien se transforme en voyageur de commerce pro-atomique à l'occasion d'une visite en Chine pour le sommet Asie-Pacifique. Il se fait même un devoir de demeurer une journée de plus en sol chinois afin de mousser un peu plus la vente de réacteurs candus auprès de ses hôtes.

Le projet nucléaire chinois de Qinshan, dans lequel le gouvernement Chrétien s'est engagé en 1996, fait pourtant l'objet d'une poursuite judiciaire: le Sierra Club du Canada affirme que les études environnementales appropriées n'ont pas été menées. Mais peu importent au premier ministre ces poursuites: il déclare en Chine qu'il espère y vendre encore « plusieurs autres » réacteurs.

En octobre toujours, un autre membre du gouvernement, le leader parlementaire Don Boudria, se transforme pour sa part en ouvrier des services après-vente du nucléaire. Moins de quinze jours après que les autorités roumaines aient annoncé qu'elles entendaient « réévaluer la sécurité » de leur site nucléaire de Cernavoda, il se rend en effet visiter le réacteur canadien en question et s'adresse à des hommes d'affaires canadiens

Suite du texte à la page 6



On s'en fout!

Lulu et ses fils ont assisté à la première de Harry Potter.

Ce mois-ci...

Denise Bombardier interrogée Noam Chomsky sur les femmes de sa vie.

Stéphane Bureau prend le thé sous les bombes avec Oussama ben Laden.

Georges-Hébert Germain révèle tout sur son projet de biographie de René-Charles, le fils cloné de Sénile Dion et René En Gélule.

Bricolage: Claude Picher enseigne l'ABC de la construction d'un paradis fiscal.

Jean Chrétien discute littérature et théâtre et dégage l'influence déterminante de l'œuvre de Marcelle Ferron sur la théorie moderniste de l'art occidental non figuratif.

Ainsi que plusieurs autres niaiserie.

... Lisez cela n'importe où sauf dans *Le Couac!*

Drame

Les pères Noël se sont tous rasés la barbe dans Kaboul libéré.

Anthrax

Les lutins du père Noël refusent d'ouvrir les lettres des enfants.

Pollution

Québec s'attaquera aux surplus de fumier (*Le Devoir* 20-10); André Arthur renvoyé (*La Presse* 7-11).

Ici Radio-Cadenas

NORMAND LESTER



Même si son *Livre noir du Canada anglais* est publié hors des murs de la SRC, le journaliste Normand Lester est suspendu en attendant les résultats d'une enquête disciplinaire. On lui reproche d'avoir manqué d'objectivité en brandissant une clause du contrat qui dit que « la crédibilité de l'entreprise et celle de ses journalistes sont indissociables

et tributaires l'une de l'autre », en rajoutant encore que cette crédibilité dépend « de l'abstention par l'entreprise et les journalistes de tout contact ou association qui pourrait donner prise à des soupçons de partialité ». Pourtant, Robert-Guy Scully est parti la tête haute au lieu d'être congédié après le scandale des « Minutes du Patrimoine ». Qu'en est-il de Jean-François Lépine, manipulé de son propre aveu par Pierre Elliot Trudeau lors de la série d'émission montée à grands frais par Radio-Canada? De Liza Frulla, de Claude Charron? N'ont-ils pas eu, eux aussi, des « associations qui pourraient donner prise à des soupçons de partialité »? Et Rabbinoich, directeur de la télévision nationale qui est un fidèle soldat du Parti libéral fédéral, ne se trouve-t-il pas à miner la crédibilité de la maison?

L'inceste qui s'observe entre Radio-Cadenas et le gouvernement fédéral ne date pas d'hier. On n'en finirait plus de donner des exemples.

Ainsi avec à sa tête Jean Pelletier, fils de feu le ministre Gérard Pelletier, l'information à Radio-Canada ne manque pas de faire sourire. Je retranscris ici un extrait d'une conversation téléphonique que j'ai eue avec ce monsieur en 1999 à la suite d'un reportage litigieux à propos des Entartistes. Cet extrait en dit encore plus long sur la télévision de nos impôts que sur ce monsieur qui en a la charge. Voici:

– Donc monsieur Pelletier, si les bulletins d'informations relatent des faits erronés, c'est pas grave?

– Non, c'est pas grave.

– Mais, monsieur Pelletier, cela veut dire que la télévision d'État est muselée!

– Radio-Cadenas n'est pas une télévision d'État, c'est une télévision publique!

– Pouvez-vous m'expliquer la subtile différence?

– Le contenu éditorial d'une télévision d'État est dicté par l'État. Le contenu d'une télévision publique est dicté... par moi.

Cette conversation est authentique. L'enregistrement existe.

Nous savons bien sûr que ce même directeur de la désinformation a, entre autres censuré les images de l'entartement de Chrétien durant la dernière campagne électorale. Il a aussi censuré régulièrement le contenu de l'émission *Infoman*, comme le reportage sur la « morgue » des nouvelles, ces classeurs où l'on entasse les topos mortuaires de personnalités toujours vivantes.

C'est sans doute quelqu'un comme cela qui devrait être suspendu et mis sous enquête disciplinaire pour manque d'impartialité.

Mais nous savons que ce qui est reproché à Lester n'est pas son « manque d'objectivité journalistique », mais bien son manque de patriotisme pro-canadien.

POP TARTE



COURRIER DES LECTEURS

À chaque jour, c'est le 11 septembre!

À qui profite ce crime? À ben Laden? Aux Talibans? Par contre, depuis le 11 septembre, l'image de George Bush est passée de celle d'un idiot voleur d'élection à celle d'un grand chef d'État. Il a maintenant dans sa poche l'appui assuré du sénat et de la chambre des représentants, il n'a plus à tenir compte d'un paquet de procédures démocratiques avant de prendre des décisions discutables et il peut dès lors assouvir largement l'appétit des marchands d'armes qui financent son parti. Pendant ce temps-là, tous les ennemis (Afghanistan, Palestine, Lybie, Cuba, Irak, Chine) des USA sont pris entre l'arbre et l'écorce. La terre entière marche sur des œufs pendant que l'Amérique capitalise sur tous les fronts. Cette tendance ne peut que mener à un totalitarisme américain sur la planète entière. [...]

L'histoire humaine est une guerre pour le frigo. S'il y a eu crime (Irak et Afghanistan) sur crime (le World Trade Center) et que ceux-ci profitent toujours à une infime partie de l'humanité, le tiers-monde continuera de croître tout comme le nombre de désespérés prêts à donner leur vie pour entraîner dans la mort ceux qui symbolisent leurs bourreaux. S'il y a un seul espoir pour que les innocents du 11 septembre ne soient pas morts en vain, celui-ci repose sur notre capacité individuelle et collective à transformer la mondialisation actuelle des marchés en une mondialisation des solidarités basées sur le partage des richesses, le respect de l'environnement et la reconnaissance des différences.

Car comprenons ceci: si j'étais l'un de ces milliards d'êtres humains en manque de nourriture, de soins de santé et d'éducation, si, comme c'est de plus en plus le cas, j'avais parfois accès à des images me montrant l'opulence écoeurante dans laquelle vivent les occidentaux, mon sentiment d'injustice à leur égard serait si profond qu'il ne pourrait être sondé. Si nous, occidentaux, étions moindrement conscients de l'histoire et des enjeux politico-économiques, nous comprendrions que nos belles démocraties ne sont pas étrangères à la profondeur de la détresse humaine d'une grande partie de l'humanité. Nous comprendrions aussi que nos démocraties se meurent à cause de notre passivité et de notre manque de courage politique individuel.

Et puisque les Lumières, les curés, les professeurs, les diplomates, les chefs d'État, les poètes, les philosophes et Jésus en personne ne semblent pas avoir réussi, avec des mots, à éveiller l'inconscience crasse qui dort en chacun de nous, il ne sera peut-être pas inutile qu'un fou comme ben Laden (si toutefois c'est bien lui) serve à nous ébranler dans notre confort et notre indifférence face à la misère des autres. Le choc que nous ressentons tous depuis les événements du 11 septembre doit au moins nous faire passer de cette insouciance au sentiment d'impuissance qui précède le besoin d'agir pour ce qui nous tient à cœur. Or, l'humanité me tient à cœur et cette humanité,

c'est bien plus que mon petit niveau de vie et ma sécurité d'occidental qui seront toujours menacés tant qu'ils seront notre luxe exclusif sur terre.

Daniel St-Jean, Gatineau

Pourquoi?

Le chef de tout homme, c'est Dieu; « le chef de la femme, c'est l'homme [...]. Toute femme qui prie ou prophétise le chef découvert fait affront à son chef [...]. L'homme, lui, [...] est l'image et le reflet de Dieu; quant à la femme, elle est le reflet de l'homme. Ce n'est pas l'homme en effet qui a été tiré de la femme, mais la femme de l'homme; et ce n'est pas l'homme, bien sûr; qui a été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme. Voilà pourquoi la femme doit avoir sur la tête un signe de sujétion [...]. »

Ce passage que plusieurs verraient très bien comme étant sorti du Coran est tiré directement de la première épître aux Corinthiens (11, 2-10). Scandaleux, dites-vous? Certainement. Mais aussi invraisemblable que cela puisse paraître, la religion et la culture dans lesquelles nous baignons sont aussi potentiellement intolérantes. Nous n'avons qu'à penser aux croisades (XI^e-XIII^e siècle) et à l'Inquisition (XIII^e-XVI^e siècle) qui ont ensanglanté des siècles entiers pour nous en persuader. Comme le souligne Alain Gresh, il est totalement absurde que les experts cherchent « à nous persuader que le Coran recèle les sources des maux des pays d'Islam » (*Le Monde diplomatique*, novembre 2001). Pour employer une contrepèterie marxiste, rappelons-nous que ce n'est pas la religion qui se révèle à l'homme mais l'homme qui révèle la religion, et ce, aussi grande et puissante soit-elle. La religion n'est qu'un instrument, voire un mode d'emploi, et à ce titre, nous pouvons l'interpréter de bien des manières. C'est dire alors combien il est absurde d'essayer de comprendre les événements qui ont cours en tentant de démoniser le Coran, la religion islamique car, en soi, elle n'est pas plus radicale ou machiste qu'une autre.

[...] Nous croyons pourtant que cette tragédie est éminemment politique et qu'aussi longtemps que nous resterons aveugles à cette dimension, les événements qui nous bouleversent tous resteront incompréhensibles. [...] Notre thèse est que le message politique envoyé par les attentats du 11 septembre dernier en est un d'exacerbation des disparités Nord-Sud, source d'énormes souffrances.

La première de ces souffrances et certainement l'une des plus fondamentales, est celle entraînée par la faim. L'an dernier, plus de 36 millions d'êtres humains sont morts de faim, et ce, malgré le fait que les forces de production de l'industrie moderne soient en mesure de satisfaire largement à la demande. [...]

La conférence de Vienne de 1993 sur les droits de l'homme accordait pourtant une priorité aux droits à l'alimentation. Ceux-ci devaient s'ajouter aux autres droits fondamentaux de la déclai-

ration universelle des droits de l'homme de 1948. Les États-Unis ont refusé de signer cette déclaration de 1993. Le Trésor américain n'y trouvait pas son compte... C'est ainsi que l'intérêt national des États-Unis mine les efforts du développement humanitaire mondial. [...] Mais là encore, l'intérêt national était invoqué et les États-Unis faisaient bande à part. Mais ce qui retient notre attention encore davantage, c'est ce qui s'est passé à Durban, en Afrique du Sud, quelques jours avant la date fatidique du 11 septembre.

Au début du mois de septembre, une conférence internationale sur le racisme s'est tenue. Peu médiatisés, les événements qui se sont produits lors de cette conférence nous montrent à quel point les politiques de deux poids deux mesures dominent notre paysage géostratégique. Lors de cette rencontre, une majorité de pays s'est rapidement élevée contre l'État d'Israël, l'accusant d'être raciste envers les Palestiniens. N'écoutez pas son courage, la délégation israélienne quitta la conférence en claquant la porte. Peu de temps après, les États-Unis, solidaires, quittèrent aussi la conférence sans avoir signé quoi que ce soit.

Il est éminemment souhaitable que nous nous demandions pourquoi les réparations que nous avons octroyées aux juifs blancs du Nord ne s'appliqueraient pas aux Noirs ou aux « indigènes » du Sud. Pourquoi le Nord bafoue-t-il si souvent les droits des peuples du Sud? Comment légitimer, encore à ce jour, la pérennité de l'attitude colonialiste présente au sein des rapports Nord-Sud?

[...] Une justice internationale équitable doit remplacer le diktat de l'intérêt national en politique internationale. [...]

Le conflit en cours est politique. Il s'explique donc politiquement. Il est le fruit de la déréglementation, du laisser faire économique, du tout-à-l'argent, de l'égoïsme national, de nos intérêts partisans et des énormes dettes du Sud qui en découlent.

Le malaise ressenti par le Sud s'explique visiblement, du moins en partie, par le marasme dans lequel nous le plongeons. Pour espérer comprendre la situation, il nous faut retourner à nos politiques, prendre conscience de leurs conséquences désastreuses. À ce chapitre, durcir les politiques d'immigration, comme le souhaitent plusieurs gouvernants, nous montre seulement à quel point notre aveuglement est total et combien, finalement, la « liberté immuable » de tous les peuples ne nous tient pas à cœur.

Louis-Philippe Blanchette

Écrivez-nous!

Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions (beaucoup) les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: Le Couac, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

RECHERCHE DÉSESPÉRÉMENT FILIO!

Cher collaborateur(trice)? incognito,

Vous serait-il possible de nous donner une adresse de courrier électronique pour que nous puissions vous tenir au courant des dates de tombée. Nous apprécions toujours votre travail, même si des contraintes de production nous ont malheureusement empêché de publier vos derniers dessins.



L'oiseau est maintenant en ligne.

Visitez notre site ouaibe!

www.lecouac.org

► PLOGUES

Saviez-vous...

... que Condoleezza Rice, conseillère personnelle de Bush en fait de sécurité nationale, siège aussi au conseil d'administration de la pétrolière Chevron? C'est ce que nous apprend le journaliste Douglas Valentine dans un article publié dans le magazine électronique Counterpunch (<http://www.counterpunch.org/homeland1.html>). L'auteur discute également de la propagande déployée par l'administration Bush depuis les attentats du 11 septembre. Instructif et terrifiant...

La Tribu du Verbe

Les lieux de prise de parole politique qui échappent aux « filtres propagandistes » des grands médias sont toujours aussi difficiles à trouver. Nous devons donc saluer l'apparition d'une telle agora qui a pour nom *La Tribu du Verbe*. Il s'agit d'un forum électronique au look convivial et au contenu politique caustique. Les quelques internautes qui l'animent sont des rats de bibliothèque du cybermonde qui débusquent des petites perles d'information méconnues. *Le Couac* en publie d'ailleurs quelques extraits dans ce numéro. Le site se trouve au <http://www.tribu.blogspot.com/>

Scrutin proportionnel?

Initiée par le Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN), quelque cent vingt-cinq chefs de file de la société civile québécoise ont signé une pétition demandant aux membres de l'Assemblée nationale de consulter les citoyens sur l'actuel mode de scrutin québécois et sur les changements qu'ils voudraient y apporter. En effet, lors de la dernière élection générale, tout comme lors d'élections antérieures, des écarts importants ont été enregistrés entre le nombre de voix et le nombre de sièges obtenus par chacun des partis en présence. En clair, le mode de scrutin actuel favorise le bipartisme aux dépens des tiers partis souvent plus progressistes.

Bien que les trois partis représentés à Québec se soient prononcés en faveur de modifications au mode actuel de scrutin, on sait que ce dossier se retrouve périodiquement à l'agenda de l'Assemblée nationale depuis trois décennies. Il est à souhaiter que cette fois-ci sera la bonne.

Pour information: Paul-André Martineau, 514-354-9880

C'est l'histoire de deux tours...

Les Zapartistes présentent leur excellent cabaret politique sur les événements du 11 septembre à La place à côté (4571, Papineau), le samedi 1^{er} décembre à 21 h et à L'Aperté (5029, St-Denis) les 5 et 6 décembre 21 h. Pour informations et réservations: 282-0911.

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: Le Couac

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 28\$ + taxes = ~~32,20\$~~ Offre de Noël **25,00\$**
- Abonnement de deux ans: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 220\$ + taxes = **253,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: **46\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 2N6
Téléphone: (514) 521-5499
Télécopieur: (514) 521-5599

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef de ce numéro: Francis Dupuis-Déri, Bruno Dubuc et François Patenaude.

Collaborateurs: Gerardo Aique, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Thomas Déri, Francis Dupuis-Déri, Bruno Dubuc, Pierre Falardeau, David Ledoyen, Michelle Loslier, Jean-François Nadeau, François Patenaude, Martin Petit, Aude Ribis, Michel Rioux, Marco Silvestro, Pierre Vadeboncoeur, Nadine Vincent.

Illustrations: Boris, Charb, Filio (où est tu?), Luc Giard, Luz, Serge Ferrand, Caroline Ferguson.

Graphisme: Marguerite Binette

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: Catherine Desgagnés au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec





Forghettos



Dans l'île de Montréal, le *Je me souviens* risque de devenir *I don't forget*. Voilà l'une des tendances lourdes contenues dans les résultats des élections municipales du 4 novembre. Depuis cette date, c'est un fonctionnement politique consacrant la force de l'esprit de ghetto qui a fait son apparition. On peut affirmer maintenant qu'il a de l'avenir, l'esprit de ghetto, et que loin de se rétrécir et de réduire son rayonnement, il aura plutôt tendance à se répandre dans l'avenir.

Les Anglais ont su tirer une leçon de la dernière déconvenue électorale qui leur soit arrivée, soit l'élection de 1976. Ils s'étaient à cette occasion payé le luxe de diviser leurs votes, faisant la nique aux libéraux de Robert Bourassa qui avaient glissé entre leurs dents serrées un bill 22 bien inoffensif pourtant. L'ont pas pris et ont préféré batifoler du côté d'une Union nationale travestie par Rodrigue Biron et William Shaw en Bonhomme Sept Heures linguistique à usage du seul West Island. Le réveil fut brutal, ils s'en souviennent encore et s'en servent pour faire peur aux petits qui ne veulent pas s'endormir. Les séparatistes s'étaient faufiletés au pouvoir, au grand goddam des Anglais pour une fois floués.

Mais on ne les y reprendrait plus, se sont-ils juré. Et depuis 1976, toutes les élections — fédérales, québécoises, scolaires ou municipales — prennent des allures référendaires. Comme en Afghanistan, on assiste à la lutte du Bien contre le Mal.

Le clivage est tout à la fois linguistique et économique.

En effet, même si une Grande Réconciliation a été annoncée récemment dans le rapport Larose, force est de constater que là où il y a une forte concentration de votants anglophones, on a donné à Gérard Tremblay des majorités comme les aiment Saddam Hussein et ses congénères.

C'est ainsi que dans l'arrondissement de Pointe-Claire, on a voté Tremblay à 92 pour cent, comme à Westmount, où le revenu familial se situe à 160 690\$. Et dans celui d'Hochelega-Maisonnette, où le revenu familial se situe à 32 000 \$, on a voté pour Bourque dans une proportion de 65 pour cent. On continue? Dans Mount Royal, où le revenu familial est de 116 735\$ et où on clôt les entrées les soirs d'Halloween, Tremblay a recueilli 75 pour cent des voix alors que dans Rosemont-Petite Patrie, où on gagne en moyenne 39 714\$, c'est Bourque qui était crédité

de 61 pour cent des voix.

93 pour cent à Côte-Saint-Luc, 92 pour cent à Westmount, Beaconsfield et Mount Royal, 81 pour cent à Dollard-des-Ormeaux, cela s'appelle du vote concentré, du vote pas gaspillé, du vote stratégique. (Le vote stratégique, c'est un réflexe en voie de se perdre chez les francophones.)

Ce vote se compare avantageusement aux scores accordés au Parti libéral lors des élections de 1998: dans Westmount (83 pour cent), dans Mont-Royal (85 pour cent), dans Jacques-Cartier (90 pour cent), dans D'Arcy-McGee (95 pour cent).

Dans la région de la capitale nationale, on a voté massivement contre le maire L'Allier dans ces ghettos cossus où se concentrent les plus fortunés qui, avec la fusion, voyaient disparaître ce privilège de jouir, sans qu'il ne leur en coûte, des avantages de la grande ville, avantages payés pourtant par le petit peuple de la basse-ville qui n'a pas, lui, les moyens d'en profiter. À 75 pour cent à Saint-Augustin, à 62 pour cent à Sillery.

Non! Non! Qu'on se le tienne pour dit! On ne nous verra pas ici tomber dans la plus vile démagogie en sortant des boules à mites ces allusions à l'argent et à la langue, d'un gauchisme et d'un racisme à faire vomir celles et ceux qui versent une larme de *political correctness* dans leur café le matin.

N'empêche! Ces chiffres laissent songeur en révélant quelque chose qui ressemble à un repli sur sa langue ou sa fortune. Ou les deux à la fois, c'est selon. Mais une chose est claire: que l'on soit à Saint-Lambert, à Saint-Bruno ou à Saint-Augustin, ou encore à Mount Royal ou à Pointe-Claire, ce qui nourrit ce refus d'être confondu avec l'autre, c'est quelque chose qui n'est rien d'autre qu'un profond mépris.

MICHEL RIOUX

Tremblay, le pantin

Aux questions insistantes des journalistes, le futur maire de Montréal Gérard Tremblay a répondu cent fois que tous les membres de son équipe vont travailler sans relâche au succès de la nouvelle métropole résultant de la fusion. Or, dès la mi-novembre, treize maires de banlieue, y compris plusieurs membres de son équipe, annonçaient qu'ils allaient plaider contre la fusion devant la Cour suprême d'Ottawa.

Tremblay est-il incroyablement naïf ou complètement fourbe? Ou les deux à la fois? C'est peut-être tout simplement l'homme qui dit n'importe quoi. Avez-vous compris pourquoi, le soir des élections, dans son discours d'acceptation, il a remercié tout le monde et en particulier les communautés religieuses? Et pourquoi pas la main de Dieu, tant qu'à y être?

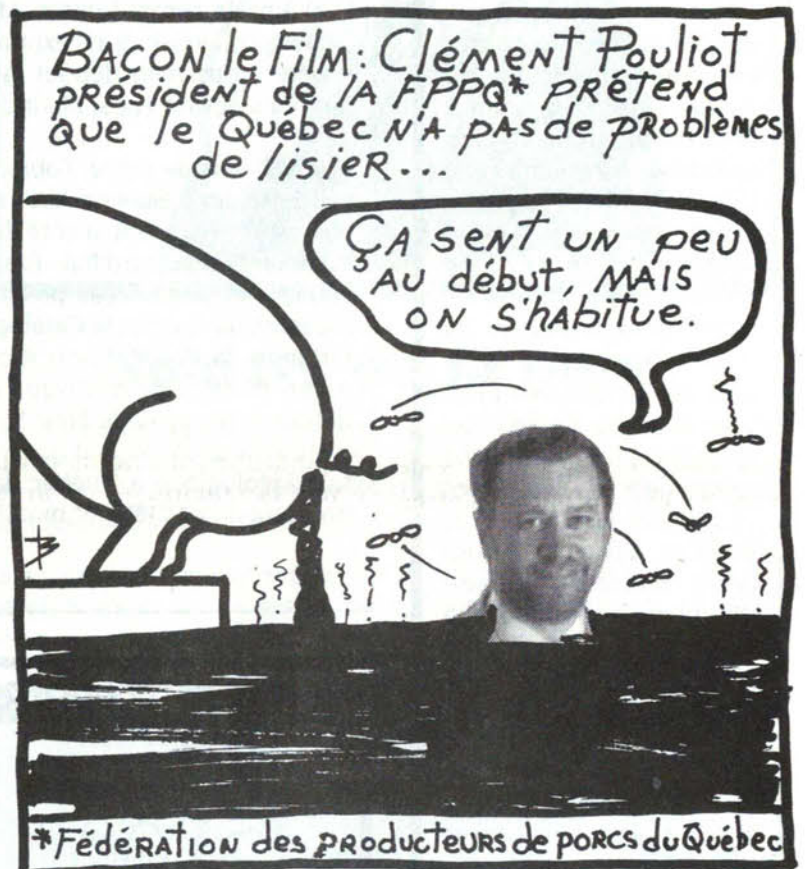
Ce serait du joli si la Cour suprême, celle qui, selon feu Maurice Duplessis, penche toujours du même bord, donnait raison aux maires de banlieue. Au fait, ça aurait peut-être son bon côté. Ça aiderait peut-être les Québécois indécis à comprendre pourquoi l'indépendance est nécessaire.

Quoi qu'en dise Tremblay, plusieurs membres de son parti sont des militants francophobes. Avec la majorité dont «l'Union» disposera au conseil, on peut s'attendre à une offensive majeure pour angliciser la métropole du Québec. Ainsi, les événements se chargent de réfuter le bon-ententisme qui suinte du rapport Larose sur la situation du français.

C'est aussi le but principal de la fusion, la justice fiscale, qui est gravement compromis. Les maires de banlieue vont tout faire pour bloquer la répartition équitable des taxes municipales. Il faut donc craindre que les pauvres et la moitié inférieure de la classe moyenne continuent de payer pour les riches.

Heureusement, il y aura une forte opposition au conseil municipal. Pierre Bourque connaît bien les dossiers. Nous pouvons sans doute compter sur lui pour veiller au grain et, au besoin, tirer la sonnette d'alarme.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



Nuages récalcitrants

Le 16 octobre dernier, le président et chef de la direction de Gaz Métropolitain, M. Robert Tessier a invité les Québécois à chauffer leur domicile au gaz naturel plutôt qu'à l'électricité. Pour expliquer en quoi le gaz naturel est supérieur à l'hydro-électricité, il a notamment évoqué les aléas des précipitations «qui au cours des dix dernières années, n'auraient pas été à la hauteur des modèles prévisionnels» (*La Presse*, 17-10). En réaction à la déclaration de M. Tessier, le gouvernement québécois entend légiférer pour imposer des amendes aux nuages récalcitrants afin qu'ils se conforment aux modèles prévisionnels.

Précision

Le cabinet de relations publiques National tient à démentir la rumeur voulant que les deux fils de Pauline Marois jouent au football parce qu'ils ont vu leur père, Claude Blanchet, faire la passe à la Société générale de financement du Québec. Les enfants du couple millionnaire tiennent à préciser que c'est plutôt en voyant maman fonceur comme un beu pour devenir vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances qu'ils ont eu envie de se jeter dans la mêlée.

Mensonges et congratulations

Les congratulations sont à la mode. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. C'est ainsi que lorsqu'à la mi-octobre, Mike Harris, le répugnant premier ministre de l'Ontario, a annoncé sa démission, la nouvelle a provoqué un étonnant concert d'éloges.

Le programme qu'il a mis en œuvre, baptisé «révolution du bon sens», n'est rien d'autre que le capitalisme sauvage et le néolibéralisme impitoyable.

Comment alors des chefs d'un parti qui se dit social-démocrate, tels Lucien Bouchard et Bernard Landry, peuvent-ils se faire dithyrambiques dans leurs congratulations? Il n'y a pas que les dérivés droitières de Harris qui sont en cause. Il y a aussi ce qu'il

faut bien appeler sa francophobie. Celle-ci s'est manifestée hors de tout doute dans la pénible affaire de l'hôpital Montfort. Harris a tenté de fermer le seul établissement en Ontario où le personnel soignant parle français.

Cette affaire illustre le fait que l'invention canadienne appelée «protection des droits des minorités de langue officielle» vaut pour les Anglo-Québécois, mais se heurte à une vive résistance dans les autres provinces, là où il s'agit de protéger les droits des francophones.

On peut rappeler aussi qu'après des années de tergiversations, la ville d'Ottawa a demandé à Queen's Park, le bien nommé siège du gouvernement ontarien, qu'on autorise la capitale d'un

pays qui se dit bilingue à devenir elle-même bilingue. Harris a dit non.

Trop de Québécois tiennent des propos méprisants au sujet des Canadiens français des autres provinces. Même René Lévesque, qui les qualifiait de *dead ducks* (canards morts), ou l'écrivain Yves Beauchemin, qui les a traités de «cadavres encore chauds». C'est négliger notre devoir de solidarité avec tous les francophones, devoir dont il ne faut pas par ailleurs négliger la valeur stratégique.

Passes encore qu'on fasse des éloges excessifs de défunts, mais Harris est bien vivant et encore capable de nuire, tant à la justice sociale qu'aux francophones.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

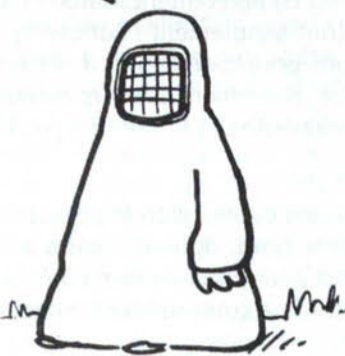


La publicité vous agresse? Citoyens, à vos crayons!



POURQUOI LES FEMMES NE SONT-ELLES JAMAIS KAMIKAZES?

EST-CE QUE J'AI UNE TÊTE À ME TAPER 70 PUCEAUX AU PARADIS ?



Jul.

The land of the free

Les États-Unis sont connus pour être une terre de liberté. La guerre contre les talibans et le terrorisme n'était-elle pas justement menée au nom de la liberté? Allons-y voir.

Fin octobre, un juge de l'État de Virginie Occidentale a tranché contre une jeune américaine de quinze ans. Son crime? Elle voulait fonder un club anarchiste dans son école. Elle voulait aussi y porter un chandail frappé d'un slogan dénonçant les bombardements américains en Afghanistan. La jeune Katie Sierra avait déjà été suspendue pour trois jours par la direction qui n'acceptait pas qu'elle se promène à l'école avec ce chandail. L'avocat James Withrow, qui plaidait contre K. Sierra au Conseil d'Éducation de Kanawha County, a déclaré que l'idée d'un club anarchiste n'était pas appropriée car les élèves « ne sentent plus que leur école est un lieu sûr ». L'histoire ne dit pas si les étudiants arborant des drapeaux américains ont également été persécutés (source: www.salon.com).

Pendant ce temps, à Miami, deux personnes perdaient leur emploi pour s'être exprimées librement au sujet de la guerre et du terrorisme (Miami Herald, 11-16). Mohammad Rahat, un technicien médical à l'Université de Miami, a eu vingt-deux ans le 11 septembre. Ce jour-là, il a eu la mauvaise idée de lancer, à la blague, « Quel cadeau d'anniversaire de la part de ben Laden! ». Le 25 septembre, il apprend qu'il est mis à la porte. Et il est viré pour cette blague, de l'aveu même de Paula Musto, vice-présidente des relations publiques de l'Université de Miami. En octobre, c'est au tour de Michael Italie d'être remercié par son employeur. M. Italie ne blaguait pas, lui, lorsqu'il a dénoncé l'intervention américaine en Afghanistan. Cependant, il ne l'a pas fait à son boulot, mais bien plutôt lors de débats publics auxquels il participait en tant que candidat socialiste à la mairie de Miami. Son patron l'a su, n'a pas apprécié et M. Italie ne travaille plus à sa machine à coudre au salaire minimum. Il aurait dû savoir qu'à ce prix-là, on ne vous paie pas pour penser...

FRANCIS DUPUIS-DÉRI francisdupuisderi@hotmail.com

PQ et Pays basque

La peur comme politique étrangère

Actuellement, à la prison de Rivière-des-Prairies, deux prisonniers politiques basques attendent leur avis d'extradition pour l'Espagne. Les médias n'en parlent pas, ou si peu. Amnistie est muet, les groupes communautaires et politiques, absents. Et le Québec, sous prétexte que cette question est de juridiction fédérale, préfère ne pas s'en mêler. Parce qu'au Pays basque, il y a l'ETA et qu'en ces temps de chasse au terrorisme, la violence est une burqa qui réduit au silence tout mouvement contestataire.

Pourtant, il n'y a pas que l'ETA au Pays basque, et le Québec ferait bien de s'intéresser à ce qui s'y passe. Les violences étatiques et populaires qui sévissent là-bas ne sont pas impossibles chez nous. Ici aussi, les libertés civiles peuvent être suspendues au nom de la sécurité commune - tous les gazés de Québec en avril dernier peuvent en dire quelque chose! Et le projet de loi C-36 (anti-terroriste), actuellement à l'étude à Ottawa, rappelle (en pire, selon certains) la tristement célèbre Loi des mesures de guerre. Mais ici, la violence (étatique ou non) est taboue, et ce tabou nous transforme en autruche, nous empêche de réfléchir par nous-mêmes, de prendre position, de tendre la main.

Aujourd'hui, au Pays basque, des gens sont torturés et emprisonnés parce qu'ils prônent, comme l'ETA, l'indépendance. Le fait de partager le même objectif ne les rend pourtant complice d'aucun crime.

Ici, le PQ se drape dans la peur d'être associé à la violence pour ignorer cet état de fait. Il subordonne la souveraineté du Québec en alignant sa politique sur celle de ses potentiels soutiens en cas d'indépendance, des États qui dominent actuellement des petites nations. Cette mesquinerie du quotidien est à l'image de la guimauve qui nous sert de conscience et d'identité. Car entendons-nous bien: le PQ est le miroir de ce que nous sommes plus que le PLQ et l'ADQ ne le seront jamais. Mais à travers lui, c'est notre lâcheté collective qui s'exprime. Comment pouvons-nous espérer nous tenir debout face à Ottawa alors que nous rampons devant Paris, Madrid et Washington?

Après 25 ans de règne, l'objectif actuel du Parti québécois est de siéger à Buenos Aires en 2004, ou à l'ONU, en tant qu'État indépendant, à côté des colonisateurs d'hier et des dominants d'aujourd'hui: États-Unis, Angleterre, Espagne, France. Ne serait-il pas préférable d'espérer comme interlocuteurs la Galicie, la Catalogne, le Pays basque, l'Écosse, l'Irlande, la Corse, Porto Rico? Pour ce faire, il faudrait qu'en matière de politique extérieure, Bernard Landry détourne les yeux de New York (et Wall Street) et Louise Beaudoin, de Paris. Tant que le PQ ne ramènera pas sa capitale idéologique à Québec, la nation sera gouvernée par des poules sans tête, et mouillées en plus!

NADINE VINCENT

La violence sur la route de l'indépendance

Le groupe armé ETA (Euskadi to askatasuna, « Pays basque et liberté ») est né en plein régime franquiste, au tournant des années 60, sensiblement au même moment que le FLOQ chez nous. D'un côté comme de l'autre, les groupes clandestins ont d'abord attaqué des symboles de domination. En 1968, un policier a été assassiné là-bas. La répression militaire et policière s'est dès lors fait sentir sur toute la population basque.

Ici, à la même époque, un ministre était tué. Le gouvernement fédéral a imposé la Loi des mesures de guerre et emprisonné sans mandat plus de 500 personnes. Après quelques mois, la crise s'est résorbée: les felquistes ont été arrêtés, jugés, exilés ou emprisonnés, la Loi des mesures de guerre suspendue et la vie démocratique a repris son cours. Pendant ce temps, en Espagne, la dictature s'est poursuivie.

Le Québec depuis 1976

Le PQ a été élu en 1976, donnant un espoir légitime aux partisans d'une plus grande autonomie pour le Québec. Les batailles suivantes ont été démocratiques, certaines juridiques. La défaite du référendum de 1980 a causé une première grande déception accompagnée d'une morosité et d'un désengagement qui a duré certainement 10 ans. En 1982, Trudeau a rapatrié la Constitution et le Québec a refusé d'y adhérer. Ce flou nous tient encore lieu de statut officiel et l'adhésion ou non du Québec à la Constitution (et donc au Canada?) a occupé les débats des années subséquentes. Un autre référendum a été perdu de peu en 1995. Le Canada a réagi en votant la loi C-20 qui posera de sérieux problèmes de légitimité dans l'éventualité d'un prochain référendum. Bref, pendant que le Québec joue candidement le jeu démocratique, le Canada, sur ses gardes, bâtit des obstacles juridiques auxquels nous nous heurterons fatalement. La violence est pour l'instant exclue du paysage canadien, puisque des voies légales et pacifiques semblent encore praticables. Pour combien de temps pouvons-nous le garantir?

Le Pays basque depuis 1975

Jusqu'à la mort de Franco, en 1975, l'ETA a fait 43 victimes, surtout des militaires et des policiers. Le processus de la réponse populaire violente à des actes étatiques violents a été solidement enclenché et le retour de la démocratie n'a pas suffi à apaiser l'ETA. En 1977, les premières élections législatives de l'après-franquisme ont porté au pouvoir les autonomistes basques. Des modifications à la constitution espagnole en 1978 leur ont donné plus d'autonomie. Depuis 1980, 75 députés forment le Parlement basque; la langue (euskara), de nouveau autorisée, est enseignée à l'école et en usage jusqu'à l'université; on l'entend aussi à la radio et à la télévision. En parallèle de cette montée de l'autonomie, l'ETA s'enlise dans une logique de violence. 800 morts depuis 1968. Le gouvernement espagnol justifie ses abus de pouvoir par la lutte contre le mouvement clandestin. Harcelée par les forces gouvernementales, la population basque réclame la libération des centaines de prisonniers politiques, continue sa résistance et couvre l'ETA, sans pour autant endosser chacune de ses actions. Cette organisation doit maintenant se demander si elle sert la cause basque ou si elle lui nuit.

IL FAUT RETROUVER BEN LADEN AVANT NOËL!



Équation douteuse

Alors que les « Afghans réapprivoient rapidement le mot liberté » (Métro, 14-11-2001) en se rasant la barbe et en écoutant de la musique dans un pays dévasté, les Étatsuniens, pour leur part, détiennent toujours le quasi-monopole international du mot terrorisme en bombardant et en démolissant l'environnement social et économique des mélomanes libres et sans barbe.



Le privé pour lutter contre la criminalité?

Tel était le titre d'un texte dans le Métro du 14 novembre dernier.

On pouvait y lire, entre autres, que « la petite criminalité, comme les vols et les agressions, menace beaucoup plus la sécurité de la population que certaines des actions du crime organisé, a soutenu le ministre Ménard lors de la présentation de sa politique de prévention de la criminalité. » Donc, selon Ménard, les petits voleurs font exploser beaucoup plus de voitures piégées que le crime organisé et les clients de bars qui attendent en file et qui réglent leurs différents à coups de poings sont beaucoup plus dangereux que ceux qui sortent leur arme et tuent leur adversaire. Et on veut maintenant demander au privé de nous démêler tout ça?

MARTIN PETIT

Génocide à petites doses

On ne parle pas encore officiellement de « génocide palestinien », mais on devrait commencer à y penser: Amnesty International recense 360 morts (le tiers de moins de 18 ans) et 10 000 blessés en 2000, plus de 500 en 2001 (au 9 août) - et ça fait trente ans que ça dure... Mais comme les Israéliens les tuent par petites doses, un ici, un là, trois-quatre en sortant de la synagogue, cinq en passant par là, une autre douzaine avant le week-end, etc., ça paraît mieux que s'il y avait des centaines de morts d'un seul coup.

Tout ça, bien entendu, arrange bien les médias corporatifs de chez nous: ça leur permet d'en parler tous les jours, sans pourtant rien nous dire d'intelligent. À la télé, ils nous montrent des images-types et ils changent le nombre de morts dans le défilement des téléscripteurs: les lecteurs de nouvelles ne s'en rendent même pas compte, les téléphiles non plus, amortis qu'ils sont par le ronron crétinissant. Dans les journaux, on dirait parfois que les « journalistes » travaillent sur un schéma normalisé de texte et qu'ils remplissent les cases vides en fonction des circonstances.

La situation là-bas est désespérée. Un article de Indymedia Israël du 24-10 rapporte des horreurs sur lesquelles il est bon d'insister. Les snipers sont revenus: ils auraient fait, du 22 au 24 octobre, plus de 26 victimes (dont 16 civiles). Les soldats israéliens s'introduisent dans les maisons de familles palestiniennes, les enferment et s'installent en embuscade avec tout leur barda couillu qui sert à faire mal à leurs semblables. Leur mission accomplie, ils vident les lieux en laissant les traces désastreuses du passage de la guerre: mort et destruction. Indymediacite le Dr Majed Nassar du centre médical Beit Sahour à Beit-Jala dans la Bande de Gaza: « Today we stopped counting the dead and wounded, since the number rises hourly ». Tout ça n'est pas nouveau, sauf que chaque fois « the scale is bigger ».

Ce qui est nouveau, par contre, c'est qu'Israël tente de justifier ses exactions en prenant les actions militaires étatsuniennes en Afghanistan pour caution morale. Les interventions contre les Palestiniens sont décrites comme des actes contre le terrorisme, notamment par rapport à l'assassinat du ministre du tourisme le 17 octobre: « We are doing precisely what the US are doing in Afghanistan » a expliqué sur CNN (24-10) Raanan Gissin, un porte-parole de Ariel Sharon. En effet, si les États-Unis et « le monde libre » peuvent se permettre de bombarder impunément des populations innocentes, pourquoi Israël se priverait de le faire, elle dont la « sécurité nationale » est constamment menacée?

Le même jour, le sénat étatsunien a approuvé une aide substantielle à Israël: 2,76 milliards de \$, dont plus de 2 milliards en aide militaire. Et ce malgré la demande formelle des États-Unis envers Israël de se retirer des territoires occupés. Hello?! Y a-t-il un pilote dans cet avion?

MARCO SILVESTRO

Lettre d'Almaty

Notre collaboratrice Aude Ribis est en mission pour les Nations Unies à Almaty, l'ancienne capitale du Kazakhstan, voisin de l'Afghanistan, au cœur de l'Asie centrale vers laquelle tous les regards sont tournés.

Chers couaquistes,

Ça fait un peu plus de deux mois que je suis à Almaty, et tout s'est très bien passé. Je vais de découverte en découverte et ne me lasse jamais du spectacle que j'ai sous les yeux.

Les gens d'ici sont un étrange mélange d'Asiatiques et de Russes. Même leur physique est très particulier. Le peuple Kazakh a été complètement endoctriné par les Russes, sans pour autant être russe. On dit qu'il n'y a que 30% des Kazakhs qui parlent le kazakh. C'est incroyable, non? Tous les autres ne parlent que le russe. Quant aux Russes, que ce soit au Kazakhstan ou au Kirghistan, où je suis allée faire un petit tour, ils ne parlent pas et ne comptent surtout pas apprendre l'autre langue nationale, kazakh ou kirghiz. Ça m'a fait penser, à peu de choses près, à une situation qui nous est familière.

C'est la même chose quant à la religion: même si tous les Kazakhs sont a priori musulmans, ils boivent de l'alcool, même dans la rue, femmes comme hommes, mangent du porc et pratiquent très peu leur religion. Au niveau vestimentaire, les filles sont superbes, mais s'habillent de manière extrêmement provocante. Elles ne sont pas sensuelles, mais carrément sexuelles. On me dit que c'est dû à l'influence russe.

À la campagne, tout est différent. Almaty n'est pas représentative du Kazakhstan, loin de là. On dit des gens qui y vivent qu'ils sont snobs et qu'ils se croient supérieurs non seulement à tout le reste du pays, mais aussi aux habitants des pays voisins: Kirghistan, Ouzbekistan, Turkménistan, tous des pays plus pauvres encore. Je suis allée voir la campagne, histoire de palper l'ambiance. Les gens y sont bien plus traditionalistes et bien plus sympathiques aussi. Je suis allée à Turkestan, une ville à l'ouest d'Almaty, et j'ai cru pendant trois jours être venue tout droit de Mars tellement les gens me regardaient.

Mais pour revenir à Almaty, les gens sont, disons, assez rudes les uns avec les autres. On oublie les sourires, la politesse, en particulier dans les marchés et là où il y a foule. Je me suis fait passer devant dans les files d'attente, fait ignorer, j'ai attendu pendant des plombes qu'on vienne m'apporter un verre dans les restos, que maintenant j'ai adopté le style du coin.

Côté travail, il m'a fallu un certain temps pour m'adapter. L'ONU (en fait le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD) est une boîte gigantesque. Tout y est des plus bureaucratiques. Tout se fait lentement, en respectant la hiérarchie. Dans mon bureau, nous ne sommes que deux, ma boss, une Kazakh, et moi. Nous devons travailler à améliorer le sort des femmes, selon les lignes de conduite édictées par le gouvernement. Il y a je ne sais combien de programmes pour les citadines, mais rien du côté de la campagne. J'essaie de lancer un ou deux projets pour le milieu rural, mais en vain.

Quand on marche dans les couloirs de mon bâtiment, toutes les portes sont fermées. Les gens ne communiquent que par téléphone ou par courriel. Dans cette ambiance désastreuse, je profite de mon statut d'étrangère pour entrebâiller quelques portes. Pour ne pas rester enfermée dans un milieu d'«expats» repliés sur eux-mêmes, sorte de petit village où les rumeurs galopent, j'essaie de faire des contacts avec les gens d'ici, ce qui n'est pas une mince affaire, vu la langue et la culture, y compris la culture onusienne. Mais petit à petit, j'ai rencontré des gens extraordinaires, et j'avoue que ce qui fait le charme de mon séjour ici, ce sont mes collègues directs et indirects. Quand il y a des fêtes, elles regroupent des gens extrêmement différents. Vous ne pouvez pas savoir la richesse qu'on en retire. Ça compense largement les frustrations que je ressens dans mon bureau.

Et puis je pars tous les week-ends en excursion à la montagne. Le spectacle est merveilleux, revigorant. Je fais le plein pour revenir fraîche et dispose à Montréal.

AUDE RIBIS

Cour toujours

Pendant que George W. Bush se donne le droit de faire comparaître les citoyens n'ayant pas la nationalité américaine (détenus sans accusation en vertu de la nouvelle loi antiterrorisme) devant un tribunal militaire plutôt qu'un tribunal civil, Court TV de son côté (qui diffuse des procès célèbres à la télé, comme celui de O.J. Simpson) décide de faire le procès de ben Laden, sans preuves et sans accusé, juste pour exorciser le méchant (et augmenter par la même occasion ses côtes d'écoute).

De plus, John Ashcroft vient d'annoncer que le FBI interrogera quelque 5000 hommes arabes entre 18 et 33 ans, venus aux USA en toute légalité depuis les deux dernières années, en plus de mettre sous surveillance tous les ressortissants arabes fréquentant les universités américaines...

La justice, la démocratie et la liberté, les trois choses au nom desquelles les américains bombardent des innocents en Afghanistan, subissent un autre dur coup...

Envoyé par Bob L'Aboyeur sur La Tribu du Verbe au <http://www.tribu.blogspot.com/>

BEN LADEN HÉSITE SUR LA STRATÉGIE



Réalité et fiction

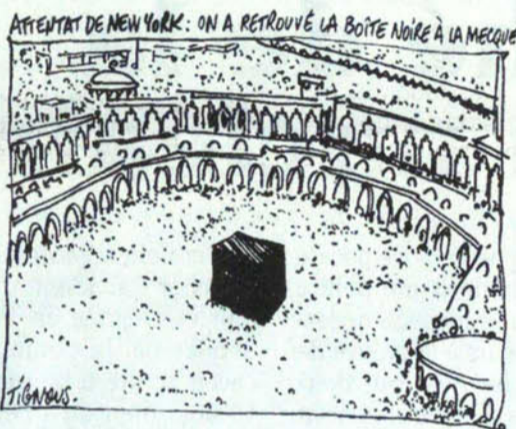
Depuis plusieurs semaines, les médias occidentaux affirment que l'antrax sème la terreur aux quatre coins de la planète. Trois des quatre coins de la planète ont tenu à se dissocier de cette affirmation et rappellent que pour eux la terreur a pour nom famine, sida, choléra et tuberculose.

Grâce présidentielle



La tradition veut que pour porter chance à la nation, le président des États-Unis épargne à une dinde sa destinée de dinde: servir de pièce de résistance au repas de Thanksgiving. En

cette période troublée de guerre internationale au terrorisme, Doublev Bush a décidé d'honorer deux dindes de sa Grâce présidentielle, Liberty et Freedom, c'est leur nom. Pour remplacer la dinde de son repas traditionnel, George Bush a choisi de se faire servir un condamné à mort texan surnommé Turkey, flambé à la Ku Klux Klan.



Soldats de la paix

Les militaires canadiens qui sont déployés en Afghanistan seront retirés immédiatement en cas de conflit violent, a déclaré le ministre de la défense Art Eggleton (Globe & Mail, 16-11). « Ces gens ne sont pas destinés à une situation de conflit total », a-t-il déclaré.

Donc, tant que ce sont seulement les Américains qui bombardent, ça va. Mais si jamais les Afghans s'avisent de riposter, ils sont prévenus: on s'en va.

Logique de la paix

Janice Gross jubile. Mme Gross est la directrice du Centre Munk en études internationales à l'Université de Toronto. Une universitaire. Une vraie. Donc Janice Gross Stein jubile. Pourquoi? Parce que le gouvernement canadien a envoyé en Afghanistan des soldats pour « préserver la paix » (Globe & Mail, 16-11-01). Il faut, dit-elle, « supporter nos troupes dans ce en quoi elles sont bonnes: protéger les civils et préserver la paix ». Et pendant qu'on supportera nos militaires pacifistes, notre gouvernement continuera de soutenir la guerre.

Interprétation psychanalytique facile

Le président Bush n'a pas réglé son complexe d'Œdipe et souffre d'un complexe d'infériorité: il tente de supplanter papa-Bush en jouant lui aussi à la guerre contre les méchants-z-arabes. Ce que l'on ne comprend pas, c'est le rôle de maman-Bush dans tout ça.

Un ami qui vous veut du bien

Connaissez-vous John Negroponte? Il vient d'être nommé ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies. Ce poste lui permettra d'être au cœur des décisions les plus importantes en cette période de crise au sein de cette organisation mondiale, puisque l'ambassadeur des États-Unis siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Nommé par le président Bush en mars 2001, son nom n'a été soumis pour étude au Sénat qu'au mois de mai. En effet, plusieurs sénateurs démocrates et plusieurs groupes de défense des droits humains se sont opposés avec fermeté à sa nomination. Au lendemain de l'attentat au WTC, le 12 septembre, il a rencontré le comité sénatorial et par 14 voix contre 3, il a été confirmé comme représentant de États-Unis au sein de l'ONU. Le 13 septembre, dans une cérémonie privée et sans grande pompe, le secrétaire d'État, Colin Powell, l'a assermenté de toute urgence. Sa première tâche a été de forger une coalition internationale de lutte contre le terrorisme et d'essayer, par tous les moyens, de légitimer l'attaque sur l'Afghanistan.

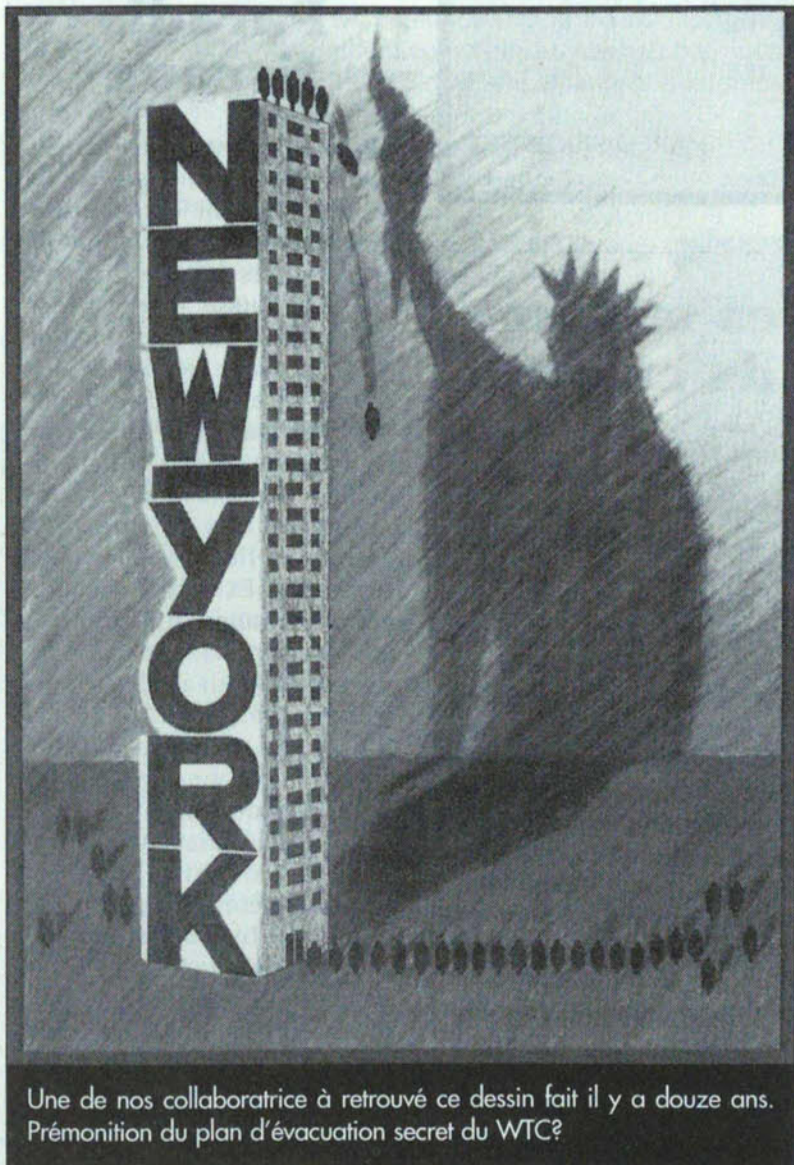
Mais qui est John Negroponte? Un personnage obscur qui, sous le gouvernement de Reagan, a occupé le poste d'ambassadeur des États-Unis au Honduras. De 1981 à 1985, ce « proconsul »

américain a été le superviseur de la « Contra » nicaraguayenne qui, depuis ses bases au Honduras, a attaqué le Nicaragua faisant plus de 35 000 morts parmi la population civile. Formée et financée par le gouvernement américain, la « Contra » n'avait d'autre objectif que de semer la terreur et de faire échouer le projet sandiniste, condamnant ce petit pays à devenir un des plus pauvres de l'Amérique latine après Haïti. D'ailleurs, l'intervention américaine a été condamnée par la Cour Internationale de La Haye et le Conseil de sécurité a adopté des résolutions demandant aux États-Unis l'arrêt immédiat de l'agression contre le Nicaragua. Faisant fi du jugement de la Cour internationale, les États-Unis ont opposé leur veto aux résolutions de l'ONU.

De plus, John Negroponte a donné son appui à la dictature hondurienne qui, avec ses escadrons de la mort, a assassiné, torturé et fait disparaître des centaines de ses opposants politiques. Il n'est jamais intervenu pour que cessent les graves violations de droits humains dans ce pays de l'Amérique centrale.

John Negroponte est un ami qui nous veut du bien.

GERARDO AÏQUEL



Une de nos collaboratrice à retrouvé ce dessin fait il y a douze ans. Prémonition du plan d'évacuation secret du WTC?

Quand la mort gouverne

(Suite de la page 1)

en place. Un an plus tôt, un rapport officiel de la Wenra (Western European Nuclear Regulators Associations) affirmait que la faiblesse des entrées d'argent était telle que la direction du site de Cernavoda « pourrait avoir de sérieuses difficultés à maintenir un niveau approprié de sûreté »...

Le 7 novembre, Énergie atomique du Canada signe une entente avec Hitachi à Tokyo afin de développer une nouvelle génération de réacteurs. Ces nouveaux réacteurs assureraient, entre autres choses, une durée de vie plus grande au combustible dont on ne sait d'ailleurs toujours que faire des résidus...

Mais nul besoin de se rendre en Chine, au Japon ou en Roumanie pour constater les efforts que consacre actuellement le gouvernement canadien au nucléaire. Un simple détour du côté de l'Ontario suffit.

En passe de privatiser le trois quart de ses centrales électriques, le gouvernement de l'Ontario vient de renouveler – avec la bénédiction d'Énergie Atomique du Canada – son engagement de louer à long terme au secteur privé les huit centrales nucléaires de Bruce, situées à 250 kilomètres au Nord de Toronto. Le richissime locataire est une compagnie anglaise, la British Energy PLC. En 2019, soit à la fin de son bail (renouvelable) avec l'Ontario, la British Energy paiera 16 millions de dollars canadiens en location. Or la compagnie annonce déjà qu'elle s'attend à réaliser dès 2004 des profits de 219 millions \$ US. Cette situation pour le moins curieuse a été notamment dénoncée par le Parti néodémocrate ontarien, lequel observe par ailleurs que nombre de documents au sujet de cette importante transaction sont gardés secrets.

Le président de la British Energy se nomme Robin Jeffrey. En mai 2001, soit au moment où la location de la centrale de Bruce s'est conclue, ce monsieur était aussi président de la Bruce Power. La Bruce Power est une entreprise qui, en

partenariat avec le géant mondial de l'uranium Cameco Corp; gérait jusque-là les installations des centrales nucléaires de Bruce. La vente conclue, M. Jeffrey a donc pu prendre tout simplement ses clés et les changer de poche...

Or six mois plus tard, au moment même où le gouvernement ontarien doit à nouveau se défendre de sa décision de louer des centrales à vil prix, Énergie atomique Canada annonce qu'elle vient de conclure une entente préliminaire avec la British Energy de M. Jeffrey pour l'achat d'une dizaine de réacteurs candus destinés à l'Angleterre. La location profitable n'est évidemment pas liée à la vente profitable. Qui pourrait croire le contraire?

Les triomphes commerciaux du gouvernement canadien et de son agence nucléaire ne sont que des défaites que l'humanité s'inflige à elle-même. Thésauriser ainsi sur la négation de la vie, dans une période où l'humanité apparaît plus que jamais fragile, c'est conforter à tout prix l'idée imbécile des bienfaits de l'économie sans limite.

Le 18 mai 2001, au lendemain d'une réunion des ministres de l'Environnement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) tenue à Paris, le ministre canadien de l'Environnement, David Anderson, déclarait que le Canada « ne critiquait pas » la décision du président américain Georges Bush de relancer l'industrie nucléaire. Le ministre précise alors à l'AFP qu'« il s'agit d'une décision nationale que tout pays est en droit de prendre en fonction de ses normes et de ses priorités nationales ». Et il ajoute, pour s'assurer d'être bien compris: « C'est leur décision, nous ne la critiquons pas ». Non, le Canada ne critique pas la prolifération du nucléaire sur la planète. Il l'encourage même, et de toutes ses forces, sur la base d'arguments misérablement politiques.

Les vivants sont prévenus: c'est ici aussi la mort qui les gouverne.

Invitation

L'information de masse signifie trop souvent: façonner, former. Pour nous, du Couac, informer c'est plutôt: renseigner, avertir, affranchir, ... et dénoncer! Nous tentons, à la mesure de nos maigres moyens, d'éclairer les enjeux de société.

Vous trouvez que notre lumière n'éclaire pas fort et disposez d'informations juteuses à nous refiler (preuves à l'appui), ou encore vous aimeriez dire des choses que vous ne pouvez pas dire ou publier? Que vous soyez ou non journaliste, n'hésitez pas et écrivez-nous, Le Couac vous ouvre ses pages! L'anonymat est garanti (si tel est votre désir), sinon, c'est la gloire assurée.

Profitez-en, Power Corporation et Quebecor ne veulent pas nous racheter et Le Devoir, lui, n'en a pas les moyens...

Le Canard masqué



Une certaine idée de l'éducation...

Extrait du site web de Enduring Freedom Picture cards (traduction libre): « Les enfants doivent comprendre que le Président (et son équipe) s'occupent de leur sécurité et que les gros méchants seront punis. »



Le marché de la dépollution nucléaire

Même si on constate une baisse du recours à l'énergie nucléaire et qu'on observe presque un consensus, en Occident, sur la réduction du recours à ce type d'énergie (ce qui n'est pas nécessairement un progrès, car certains rétrogrades, comme notre ami sudiste Debblyiou Bush, envisagent le retour au charbon), il n'en reste pas moins que des tonnes de déchets nucléaires sortent des nombreux réacteurs encore en fonction: « D'ici 2020, la communauté internationale devra disposer de 500 000 tonnes métriques de déchets hautement radioactifs émanant des quelque 200 réacteurs nucléaires à fermer et des résidus produits par le secteur de l'armement [...] Environ 30 % des déchets nucléaires de la planète sont localisés en Amérique du Nord » (Plan de redressement du Bas-Richelieu, 2000).

Selon plusieurs, la gestion de la décroissance du secteur nucléaire est le dernier grand problème environnemental encore en friche. Loin d'être l'atteinte des lendemains qui chantent, cela signifie plutôt une nouvelle phase d'industrialisation car,



vous vous en doutez, on ne dispose pas de déchets radioactifs comme d'une pelure de banane. Leur entreposage nécessite des conteneurs à l'épreuve de tout, ou presque. À ce jour, deux technologies principales sont utilisées au Canada: les piscines ou les silos de béton en surface.

Cela pourrait s'avérer être un marché très lucratif pour les entreprises du domaine sidérurgique. Le Bas-Richelieu, région fortement touchée par la décroissance du marché de l'acier, y voit un moyen de relancer cette industrie, fort polluante malgré les « efforts » consentis par les entreprises: « Une première estimation situe la demande en conteneurs spécialisés entre 300 000 et 400 000 au cours des 4 prochaines décennies. Selon le scénario le plus plausible, le marché devrait décoller d'ici 2005 et maintenir son rythme de croisière jusqu'en 2030 » (ibid.).

De son côté, le gouvernement canadien, poussé par Énergie Atomique Canada Limitée et Hydro Ontario, entend promouvoir une autre forme de gestion des déchets nucléaires: l'enfouissement dans

des couches géologiques dures, soit le Bouclier Canadien. Cette option a pourtant été rejetée en 1998 dans le rapport déposé par la Commission Seaborn, qui l'avait scruté à la loupe pendant près de 10 ans. Bien qu'à l'époque le gouvernement Chrétien avait soutenu les recommandations du rapport, la proposition se retrouve aujourd'hui dans le projet de loi C-27. Ce dernier, déposé en première lecture à la Chambre des Communes et présenté devant un comité parlementaire, prévoit la création d'une société de gestion qui aurait trois ans pour décider de sa stratégie pour la gestion à long terme des déchets nucléaires canadiens et la proposer au Cabinet fédéral – et non pas au Parlement – qui déciderait en dernière instance. Un Cabinet qui, rappelons-le, a « tabletté » le Rapport Seaborn et est favorable à la solution préconisée par l'industrie: l'enfouissement dans le Nord, là où il n'y a personne sauf les Indiens.

Pour ceux qui croyaient qu'on pourrait réduire la pollution industrielle au plus vite, vous repasserez dans cinquante ans.

MARCO SILVESTRO

Martin succombe aux avances des militaires et leur donne son bas de laine (car il ne porte pas de culotte)

Depuis que le Canada a atteint l'équilibre budgétaire et s'est mis à dégager des surplus (11 milliards de bidous cette année), les partis d'opposition, les gouvernements provinciaux et les divers lobbies ont demandé au gouvernement libéral de: baisser les impôts, bonifier le régime d'assurance-emploi, réinvestir dans l'éducation, la santé, la lutte contre la pauvreté, le logement social. Le sinistre des Phynances, Paul Martin, a toujours opposé un « Non! » ferme à ces légitimes revendications, arguant que son cousin serait utile en temps de crise. Maintenant que l'économie va mal, que « la confiance des consommateurs est ébranlée » et que les grandes corporations mettent à pied des milliers de travailleurs pour conserver leur marge de profit, on aurait pu croire le temps venu d'utiliser cet argent pour « relancer l'économie ».

ben non: une bonne partie (3 milliards \$) du fric que l'État nous a soutiré en trop ira dans les poches déjà bien garnies des barons de la guerre (La Presse, 27-10). M'sieur Martin a décidé, de façon libre et éclairée, de « renforcer la sécurité » et de renouveler le stock de bébelles guerrières du plus beau pays du monde pour y signer des contrats illégaux en toute bonne foi et à la face des électeurs béats (cf. Allan Rock et ses pelules). Tout ça en même temps que le FBI admet que l'hypothèse de la « filière terroriste canadienne » ne mène nulle part et alors que toute la planète est d'accord pour dire qu'il n'y a aucun objectif stratégique à détruire au Canada: le premier sinistre se charge lui-même de descendre le pays à chaque fois qu'il ouvre la bouche.

Claude Picher, toujours aussi subtil, appuie fortement la sage décision de

M'sieur Martin (La Presse, 27-10). Il écrit, entre autres conneries, que « s'il y a quelqu'un qui était aux premières loges pour comprendre l'ampleur des sacrifices qu'on a demandés à la population canadienne [lors de la lutte au déficit], c'est bien le ministre des Finances ». Certainement, madame! on sait bien que le sinistre des Phynances se tient très très près des soupes populaires et des banques alimentaires (en augmentation dramatique depuis 1995), qu'il couche dehors et mendie avec les itinérants et que son ventre gargouille à l'unisson de celui des enfants qui ne mangent qu'une fois par jour. Comment pourrait-on sérieusement en douter de la part d'un homme qui a une conscience sociale si imposante qu'il doit en entreposer une grosse partie aux Bermudes, à l'abri du fisc.

LE CANARD DES PHYNANCES

OGM

« Alors qu'il votait en octobre dernier contre le projet de loi visant à rendre obligatoire l'étiquetage des aliments contenant des OGM, le gouvernement canadien s'apprête maintenant à permettre aux industriels de l'alimentation d'apposer sur les étiquettes de leurs produits des messages vantant les vertus prophylactiques de ceux-ci. » (Le Devoir 31-10) On voudrait bien croire que le gouvernement canadien se préoccupe davantage de la santé des gens que du portefeuille des grosses compagnies, mais bon dieu, vous ne nous rendez pas la tâche facile...

L'oiseau est maintenant en ligne.

Visitez notre site ouaibe!

www.lecouac.org

Paradis fiscaux

« Le secret bancaire n'a jamais protégé et ne protégera jamais les terroristes ni leurs transactions financières » a affirmé le ministre des Affaires étrangères de la Suisse, Joseph Deiss. (La Presse 21-10) C'est bien ce qu'on pensait. Les paradis fiscaux sont avant tout destinés aux hommes d'affaires, aux politiciens et aux fonctionnaires « honnêtes » qui ont des revenus et des pots-de-vin à cacher au fisc de leurs pays respectifs. Et accessoirement aux marchands de canons et aux gouvernements des pays « civilisés » qui refilent leurs vieux matériels militaires aux dictateurs du tiers-monde. Ces derniers y encaissent les créances de l'aide internationale et y laissent en passant les commissions dues aux « honnêtes décideurs » qui leur ont obtenu les subventions et les guns. Le secret bancaire est un système sain favorisant une politique internationale neutre et transparente; tout le monde sait que c'est la raison d'être des banques Suisses.

Un petit pas pour la société et un grand pas pour l'esclavagisme

« Nul ne sera tenu en servitude. [...] »

Nul ne sera astreint à accomplir un travail obligatoire. »¹

Les néo-esclavagistes de l'institut Fraser ont encore frappé, et Claude Picher leur servile serviteur profite de la tribune privilégiée dont il jouit pour vanter leur sale besogne. Nos entrepreneurs en démolition sociale utilisent les statistiques trafiquées du gouvernement des États-Unis pour vanter les mérites du démantèlement des programmes sociaux, principalement le resserrement des critères d'accès à l'aide sociale. Certains États affichent un taux aussi bas que 1% de bénéficiaires, alors qu'au Québec c'est 8,4%. Picher se demande: « Comment se fait-il que de tels écarts aient pu se creuser entre les deux pays? » (La Presse 10-11) Simple. En truquant les statistiques.

Selon les Fraser-Picher, l'État du Wisconsin affiche 1% d'assistés sociaux grâce à sa politique musclée de remise « au travail » des bénéficiaires. Le citoyen y a droit à 24 mois de prestations, point. L'État encourage le requérant à avoir recours à sa famille, à ses amis ou aux organisations charitables, avant de l'inscrire comme prestataire. Ceux qui refusent un emploi sont lourdement pénalisés. L'an dernier, juste avant les élections présidentielles, l'hebdomadaire new-yorkais *The Village Voice* (7-11-00) publiait un article du journaliste Nat Hentoff intitulé *The Vanishing Americans* (Les Étatsuniens qui disparaissent), faisant le bilan des fameuses politiques de coupures dans l'aide sociale imposées par l'administration Clinton-Gore, et supposées avoir remis les assistés sociaux au travail.

Ces réformes ont surtout donné naissance à une nouvelle classe de citoyens, les Américains disparus. Les chercheurs universitaires ont réalisé que les responsables du département d'aide sociale de l'État du Massachusetts ont cessé de compiler les statistiques sur les résultats du programme dès qu'ils ont constaté que le tiers des citoyens à qui on avait retiré l'aide était toujours sans emploi. La plupart des États ne compilent plus les statistiques sur les citoyens qui ne se qualifient pas à l'aide sociale. Des millions de citoyens sont ainsi disparus des statistiques officielles, en majorité des femmes monoparentales des minorités visibles (colored) et leurs enfants. Ils vivent dans des *shelters* et dépendent entièrement d'une charité de type guignolée pour survivre: 22,4% des enfants des États-Unis vivent dans la pauvreté (2,6% en Suède). C'est le plus gros pourcentage de tous les pays occidentaux.

C'était, car une étude de l'Institut de la statistique du Québec, qui vient juste d'être publiée, établit que 28% des bébés québécois naissent dans la pauvreté. Qu'ils soient nés à terme ou prématurément, avec un bon poids ou un poids insuffisant, les bébés nés dans les familles qui manquent d'argent courent deux fois plus de risque d'être malades que les enfants nés dans une famille normale. (Le Devoir et La Presse 7-11).

Picher conclut son papier en fustigeant les jeunes qui refusent les *jobines* et préfèrent crever de faim sur l'aide sociale, plutôt que de crever de faim en travaillant pour un salaire de misère. Aux États-Unis, seulement 8% des ex-bénéficiaires ont trouvé un travail avec un salaire au-dessus du seuil de pauvreté; 40% des usagers des banques alimentaires travaillent. « Il ne faut pas blâmer les jeunes, conclut Picher, c'est le système qui est fait comme ça! Mais ce n'est peut-être pas la meilleure façon de faire avancer la société... vers l'esclavagisme. Le travail obligatoire comme progrès social, faut le faire quand même.

Il ne faut pas plus de lois et plus de flics, mais plus de justice sociale.

Autre petit détail, les prétendues baisses des assistés sociaux aux États-Unis ne sont jamais mises en parallèle avec l'augmentation effarante du taux d'emprisonnement. Le Canada compte 2,1 millions de prestataires d'aide sociale, et les États-Unis 2 millions de prisonniers. Sans compter ceux qui sont libérés sur parole ou en probation, qui n'ont pas droit de vote et qui n'apparaissent nulle part dans les statistiques. Le système carcéral coûte 25 milliards de dollars annuellement. Dans plusieurs États, le budget des prisons dépasse jusqu'à six fois celui de l'éducation supérieure. Ignorer ces « détails » dans une « étude » sur la baisse des coûts sociaux engendrée par les coupures dans l'aide sociale et l'introduction du travail obligatoire devrait mériter aux lobbyistes et aux journalistes qui vantent les mérites de ces programmes esclavagistes un stage d'études d'un mois, toutes dépenses payées (sodomie comprise), dans une prison à sécurité maximum des États-Unis.

Faudrait peut-être aussi demander à Claude Picher et ses petits copains du Fraser comment ils aimeraient ça vivre dans une ville où ils risquent leur peau chaque fois qu'ils s'aventurent à pied dans les rues du centre-ville après le coucher du soleil. Comment réagiraient-ils si, toutes les fois qu'ils traversent les quartiers pauvres du centre-sud et du sud-ouest, ils risquaient de se faire tirer pour 20\$, ou piquer leur bagnole et leurs pompes Gucci à la pointe du revolver? Ou d'être victime d'un itinérant affamé, en pleine dépression nerveuse parce qu'il s'est fait couper son chèque, et qui leur tire tout à fait gratuitement un pruneau dans le grand vide qu'ils ont entre les deux oreilles?

Il va falloir qu'un jour quelqu'un fasse comprendre à ces sombres crétiens qui ont un portefeuille à la place du cerveau, que leur sécurité a un prix. Qu'il ne faut pas plus de lois et plus de flics, mais plus de justice sociale. Nourrir les pauvres protège les riches. C'est le prix à payer pour vivre dans le Plusse meilleur@ pays du monde.

JACQUES BOUCHARD

1- La Charte internationale des droits de l'Homme des Nations unies, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, articles 8.2, et 8.3-a

Une journée sans achat ?

À fin de lutter contre la surconsommation, on invite les gens, un jour par année, à ne pas consommer. Réfléchissons un peu à la portée de ce geste. Tout d'abord, même si on achète rien, on consomme de trucs achetés la veille ou l'avant veille. Ça peut sûrement sensibiliser mais consommer, même dans le monde dont on rêve, il faudra bien le faire. Pas comme aujourd'hui, on s'entend, mais pour nos besoins essentiels.



La question soulevée ici est la suivante: Devra-t-on consommer plus avant la journée sans achat pour que cette journée nous procure les mêmes besoins essentiels? Peut-être. Ce qui est certain, c'est que ça confine encore l'individu dans les deux rôles fondamentaux que la capitalisme veut nous voir jouer: consommateur OU producteur.

Des originaux du Québec ont donc décidé d'organiser plutôt le STEAL SOMETHING TODAY en réaction au *Buy nothing day*. Au lieu de participer en ne faisant rien comme l'avance le groupe Adbuster, ils nous disent de participer en participant. Piquez une Mercedes, faites une petite balade et faites-la disparaître à quelque part, sans que personne ne soit touché physiquement par l'acte. Bref, foutez le bordel intelligemment... On peut être d'accord ou pas. Ce qui est certain, c'est qu'il y a pleins de trucs mieux que l'exemple qui précède pour arriver au même résultat.

La perturbation économique commence à peine à se manifester avec les marches « à pas de serpent » (*snake walk*, ce type de marche aléatoire qui crée des bouchons de circulation monstre dans les villes) et il semble clair qu'il y a quelque chose de bien plus créatif là-dedans que de ne rien faire en tant que simple consommateur.

Vous avez des idées en ce sens? Eh bien envoyez-nous vos textes sous forme d'une petite histoire rigolote qu'un ami vous aura invraisemblablement raconté afin que nous puissions partager ces magnifiques expériences ensemble.

Premier truc: des amis ont organisé un entartement général des pères Noël pour le 8 décembre prochain, journée où l'on pourra regarder la parade du gros barbu en direct, à TQS. Grâce à ces petits galopins, les enfants risquent d'apprendre de nouvelles façons afin de célébrer le carnaval annuel de la consommation. Joyeux Bordel!

MARTIN PETIT

Chérie, tu es la poubelle des USA

Tu es tellement la poubelle, que je serais même prêt à vivre une aventure libre-échangiste avec toi. Évidemment nous signerons un contrat pour ce faire. Moi seul dicterai avec qui tu échanges, sur la manière dont tu le feras, et ensuite on dira à tout le monde, via les grands médias, que notre entente est légale, égale, et surtout légitime.

On en parle justement dans *La Presse* (18-11). À la page C-11, entre le mot mystère et la nécrologie. « Les Cantons de l'Est pourraient bien devenir la poubelle des Américains si la nouvelle Loi canadienne sur la protection de l'environnement, dont la réglementation proposée entrera en vigueur en 2003, est appliquée au Québec. »

Cette nouvelle loi comporte plusieurs modifications importantes, dont les articles 185 à 192 qui touchent l'exportation et l'importation des déchets non dangereux régis destinés à l'élimination finale. Adoptée telle quelle, la nouvelle réglementation permettrait l'exportation et l'importation de déchets solides municipaux, incluant les déchets domestiques, entre le Canada et les États-Unis. L'Estrie serait vraisemblablement très touchée par cette déréglementation majeure. D'autres déchets non dangereux, tels les pneus usés (non dangereux?), pourraient aussi être pris en considération, indique une note d'information rédigée par la firme CJB Environnement, de Ste-Foy, à l'intention d'intervenants environnementaux québécois.

Envoyé par Tartagnan Lalancette sur *La Tribu du Verbe* au <http://www.tribu.blogspot.com/>

Le droit du public à l'information

Au moment où la Commission de la culture sur la concentration de la presse dépose son rapport devant l'Assemblée nationale, *La Presse* (14-11) s'interroge sur la façon dont les 1 200 journalistes de l'empire médiatique Bloomberg couvriront le nouveau maire de New-York Michael Bloomberg. Ce sera « incroyablement difficile » concède un journaliste du magazine *New York*, propriété de Bloomberg. Ils n'ont pourtant qu'à s'inspirer de la façon dont *La Presse* traite des affaires de la famille Desmarais, y compris celles du beau-père du proprio, Jean Chrétien. C'est-à-dire avec délicatesse et complaisance. On vante les bons coups en Une, et on relègue les mauvais dans un coin de la page B7. Facile.

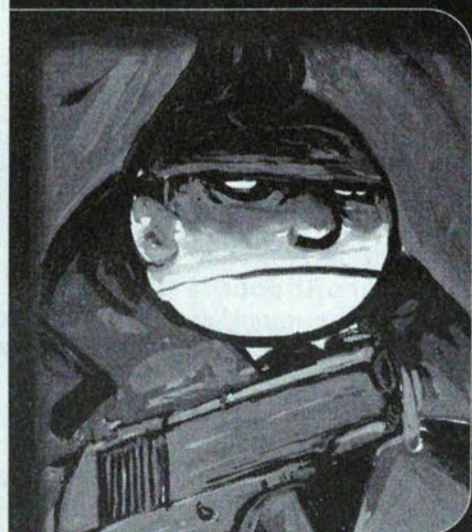
Souvenons-nous par exemple du désastre écologique provoqué par le naufrage du pétrolier Erika sur les côtes bretonnes. Alors que la nouvelle avait fait la Une des bulletins de nouvelles télévisés et des quotidiens français pendant plusieurs jours, *La Presse* avait relégué la nouvelle aux pages internationales le jour de la catastrophe, et ignoré la suite de l'histoire. Doit-on en être surpris lorsqu'on sait que le Erika, un rafiot pourri qui n'aurait jamais dû prendre la mer, avait été affrété par TotalElf Fina dans laquelle Power Corporation détient des intérêts importants?

La preuve que le droit du public à l'information n'est pas la principale préoccupation de Power, c'est qu'au moment où l'État se penche sur le sujet, *La Presse* pose sa fameuse question sur les menaces qui pèsent sur la liberté d'expression des journalistes affectés à la couverture des actions politiques et des décisions d'affaires de leurs patrons, dans un coin de la page B7...

JACQUES BOUCHARD



Participer au grand carnaval de la consommation vous répugne? La dynamique familiale traditionnelle vous oblige à faire des cadeaux? Nous avons la solution: abonnez-les tous au *Couac*!



Offre spéciale
du temps des fêtes
25 \$ pour un an (taxe incluse)
Abonnez-vous ça presse!

Pour informations: (514) 521-5499

Liberté imbuvable

«**N**ous sommes tous Newyorkais», claironne le petit caporal Roy dans ses éditoriaux de *La Presse*. Non, mais il délire l'adjudant chef de Power Corporation. Il a troqué sa soutane de *preacher* amerloque pour la tenue de combat, le nouillorquais de service? Se donne des airs de maréchal en campagne contre les infidèles. Me rappelle un peu le colonel Sanders, ce grand défenseur de la *Mickey Mouse democracy*. On dirait que le bruit des bottes l'excite depuis qu'il se prend pour un sergent recruteur chargé de nous embrigader à tout prix, nous Québécois, dans «l'Opération Liberté imbuvable» du gardien de vaches texan.

Encore une fois, on nous demande de nous battre pour la liberté des autres. Toujours la liberté des autres. La liberté des Canadiens. La liberté des Anglais. La liberté des Américains. La liberté des multinationales. Dans les appels à la collaboration de ces serveurs de l'ordre, il n'est jamais question de nous battre pour notre propre liberté, pour libérer notre propre pays. Les *States*, pas de problème! Le Québec? Jamais. Américain, mon cul! Je ne suis pas un estie d'innocent qui travaille pour le Pentagone. Je ne suis pas Newyorkais. Ni Canadien. Ni Papou. Je refuse de marcher au pas pour les autres. Pouvez rayer mon nom de la liste des conscrits. Pour chanter «Maréchal, nous voici!» et monter au front tout seul, monsieur le mercenaire de la grosse *Presse*. Je vous souhaite

bien du plaisir à Kaboul. Moi, je retourne à la lecture de *La déposition* de Léon Werth. Une façon comme une autre de comprendre l'état d'esprit de ces petits trous du cul qui nous servent de collabos-maison.

Léon Werth était un ami de Saint-Exupéry, qui lui dédiera d'ailleurs *Le Petit Prince*. Ami aussi avec Victor Serge, il était de gauche, mais anti-stalinien. Faut le faire, en 1940! Juif, il a vécu l'occupation allemande dans un petit village de la zone sud. *La déposition* est son journal quotidien de 1940 à 1944 sous le régime de Vichy.

Pendant quatre ans, Werth cherche à comprendre au quotidien la défaite de son peuple, l'occupation de son pays, la trahison des collabos. Il analyse comment les médias au service du pouvoir entretiennent le défaitisme, la morosité, l'abrutissement et la lâcheté, comment on installe le désespoir dans les âmes, comment on provoque la soumission chez un peuple vaincu. Chaque jour, Léon Werth passe en revue la *Radio de Vichy* et les journaux de la collaboration. Il sonde les cœurs et les esprits des paysans de son village. C'est déjà ça. Il témoignera. Comme Jean Guehenno dans *Journal des années noires*.

Et il écrit. Une façon comme une autre de résister, quand on est un intellectuel malingre. D'autres se battraient les armes à la main. Werth, lui, est seul, impuissant. Il n'a que sa plume. C'est déjà ça. Il témoignera. Comme Jean Guehenno dans *Journal des années noires*.

Pour arriver à garder sa santé mentale, Werth parcourt la campagne à pied. Il regarde la nature. Une mince consolation. Mince mais essentielle. Une raison d'espérer, malgré les vendus et les salopards.

Fait assez rare pour un intellectuel français, Léon Werth est anticolonialiste. Pour lui, l'enrôlement forcé des Indochinois, des Algériens, des Sénégalais pour la défense de la liberté des Français est une horreur et une absurdité. Belle leçon pour les intellectuels européens de droite comme de gauche qui, de nos jours, refusent de comprendre le nationalisme des colonisés et les luttes de libération nationale. Car lutter pour la liberté, c'est aussi lutter pour la liberté des peuples.

Un livre remarquable. Malheureusement plutôt cher. L'exemplaire que j'ai lu, je l'ai emprunté à la Bibliothèque de Montréal. J'étais le deuxième lecteur depuis cinq ans. Quelle perte! Les Éditions Viviane Hamy viennent d'en faire paraître une nouvelle édition, avec une préface de l'historien Jean-Pierre Azéma. À lire pour ceux qui veulent mieux saisir le travail de sage des intellectuels organiques du Parti libéral, engagés à gros prix à *La Presse* et à *Radio-Canada*.

PIERRE FALARDEAU

Léon Werth, *La déposition*, journal 1940-1944, Viviane Hamy, Paris, 2000, 734 pages

Réfléchir par temps troubles

Pas facile de faire la part des choses en temps de guerre. Il est vrai que les talibans sont de beaux salauds, surtout en ce qui à trait aux femmes. Leur sexisme est si grossier que l'Occident en chœur le condamne. Mais de là à savoir si l'Islam est, par nature, misogyne... Plutôt que de discourir sur la misogynie de l'Islam, pourquoi l'Occident ne profiterait pas de l'occasion pour se pencher sur la misogynie de son propre héritage. Il ne s'agit pas d'excuser les talibans, mais plutôt d'éviter de se penser innocent par effet de comparaison avec ces islamofascistes. Allons donc lire, par exemple, le merveilleux ouvrage *Les Femmes de Platon à Derrida*, une anthologie de textes philosophiques préparée et commentée par Françoise Collin, Evelyne Pisier et Eleni Varikas. À la lecture de cette anthologie, ce sont tous les philosophes occidentaux que l'on relit, en nous attendant principalement à ce qu'ils ont écrit à propos des femmes. Chaque extrait est remis en contexte par rapport à l'œuvre globale du philosophe ainsi que par rapport aux débats d'époque dans lesquels les philosophes étaient engagés. On découvre que les plus grands esprits de l'histoire de la pensée occidentale, tout comme les auteurs du Coran, débordaient d'imagination quand venait le temps de justifier l'infériorité, la soumission et l'exclusion des femmes.

Jean-Marc Piotte, professeur de science politique à l'UQAM, nous propose lui aussi de revenir sur notre héritage, dans son plus récent ouvrage *Les Neuf clés de la modernité*. Piotte avait signé voilà quelques années *Les Grands penseurs du monde occidental: L'Éthique et la politique de Platon à nos jours*, dans lequel il synthétisait la pensée des grands philosophes les uns après les autres. Cette fois, Piotte procède plutôt par thèmes, en nous expliquant avec une grande clarté comment a évolué notre compréhension de la liberté individuelle, de l'égalité, de la raison, du travail, de l'amour, de la démocratie représentative, de la nation et de la religion. La traversée que Piotte nous propose de notre culture moderne nous en révèle les tensions et les incohérences.

Enfin, soulignons la sortie en format de poche du livre *Jihad: Expansion et déclin de l'islamisme*, de Gilles Kepel. Si vous n'avez le temps que de lire un seul livre au sujet de l'islamisme, c'est celui-là que vous devez lire.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Françoise Collin, Evelyne Pisier, Eleni Varikas (dirs.), *Les Femmes de Platon à Derrida: Anthologie critique*, Plon, Paris, 2000, 830 p.

Jean-Marc Piotte, *Les Neufs clés de la modernité*, Québec Amérique, Montréal, 2001, 236 p.

Gilles Kepel, *Jihad: Expansion et Déclin de l'Islamisme*, Gallimard (collection Folio), 2000, 452 p.

Borborygmes

La critique est quasi unanime, *L'homme qui entendait siffler une bouilloire*, le dernier roman autobiographique de Michel Tremblay sur son acouphène, est un soporifique navet. Plusieurs se demandent si le grand auteur peut descendre encore plus bas. *Le Couac* est heureux d'annoncer que oui. Dans son prochain roman, *L'homme qui entendait des glouglous dans son ventre*, Michel Tremblay nous emmerdera avec ses problèmes de flatulences et de constipation chronique.

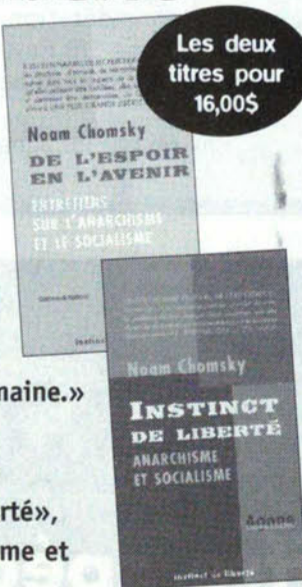
Évolution des mentalités

Lors du lancement de la campagne *La Vie en rose. Pas toujours rose...* le président de *Gai écoute* déclarait: «Il y a 20 ans pas un homme ne pouvait porter une chemise rose. Ça signifiait qu'il était une tapette. Aujourd'hui, même le président Bush porte des cravates roses. Il y a eu une évolution dans les mentalités.» Si l'évolution des mentalités se maintient, dans 20 ans le président des États-Unis sera habillé par Jean-Paul Gauthier. Il portera des bas résille, un *jack strap* de cuir et des plumes dans le cul pour annoncer qu'il bombarde le Moyen-Orient.

Noam Chomsky De l'espoir en l'avenir et Instinct de liberté

«Il est bien naturel de rechercher et d'identifier les structures d'autorité, de hiérarchie et de domination dans tous les aspects de la vie: à moins qu'elles puissent être justifiées, elles sont illégitimes et devraient être démantelées, de façon à faire place à une plus grande liberté humaine.»

Dans ces deux premiers titres de la nouvelle collection «Instinct de liberté», Noam Chomsky traite de l'anarchisme et du socialisme.



Les deux titres pour 16,00\$

De l'espoir en l'avenir (8,95\$) et Instinct de liberté (7,95\$)
Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
C.P. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 8,95\$ et 7,95\$ (+ tx)
TPS: 143635464

www.lecouac.org

Asselin l'idéaliste

«**L**es hommes vont pouvoir regagner leur campement et s'effondrer comme des bêtes sur leurs couchettes humides, la tête encore assourdie de bruits et de fureurs. Les généraux peuvent trinquer. Dans les tranchées nouvellement conquises et battues par la poudre mordante de la tempête, les nouveaux occupants désormais immobilisés luttent sans gloire contre le froid, l'épuisement et les engelures. La bataille de Vimy est terminée.»

Pour des pages de la qualité de cet extrait et pour son récit complexe et captivant, Hélène Pelletier-Baillargeon, dans le second tome de sa biographie d'Olivar Asselin, journaliste du premier tiers du siècle dernier, se classe avec une évidence croissante comme un écrivain d'histoire important du Québec. Le volume est consacré au rôle tenu par Olivar Asselin pendant la guerre de 1914. Ce nationaliste québécois s'était enrôlé, à l'encontre du principal courant d'opinion prévalant au Québec, en particulier chez les nationalistes.

Le récit, entremêlé d'explications politiques, parsemé de descriptions de la guerre et d'empathiques notations concernant Asselin, ou peignant les misères de la troupe sur le front en 1917, se déploie sur plus d'un plan.

Asselin, passionné du Canada français et de la France (il souhaitera mourir pour la France en guerre et montrera un courage extraordinaire devant l'ennemi), était un esprit mordant, un homme désintéressé et entier. Journaliste de combat, intellectuel suspect aux yeux des évêques, réfractaire à certains conformismes de son époque, fidèle à ses propres idéaux, père de famille imprévoyant,

impécunieux, polémiste volontiers insolent, redouté pour son franc parler, ses opinions tranchées, il dérange et inquiète, comme on l'aura remarqué amplement dans le premier volume de cette biographie.

Cet homme, plutôt faible de constitution, cependant très déterminé dans la poursuite de certaines fins, s'il est loin d'être banal, laisse malgré tout l'image de quelqu'un qui, de période en période, perd un peu sa vie. C'est là une impression curieuse. L'auteur manifeste beaucoup d'amitié pour le personnage, mais tout se passe comme si une vérité moins favorable affleurait à la surface du tableau par touches objectives dont l'effet global serait quelque peu indépendant de l'inclination de l'écrivain. Hélène Pelletier-Baillargeon s'attache consciencieusement aux faits et, ainsi, la vérité ressort de la vérité. Cela d'ailleurs, comme dans un roman, n'enlève rien à l'intérêt de l'œuvre. On assiste au déroulement d'un destin, à la manifestation d'un caractère.

Au front, Asselin est un véritable héros, officier hardi, plein d'attentions pour ses soldats et mettant son honneur à s'exposer personnellement pour eux et pour la cause autant et plus qu'aucun autre, ce qui lui gagne évidemment le respect et l'affection de ses hommes.

Une histoire problématique

Mais je ne puis m'empêcher de penser que sa vie, au total, comme on le verra mieux dans un troisième tome éventuel, fut un demi-échec.

L'histoire du Québec est elle-même une histoire qui aboutit

peu. Trop de destins individuels en épousent donc la forme problématique et le destin général. Le Québec, subordonné et politiquement rétréci comme il est, a tendance à entraîner dans son histoire, secondaire, dépendante, même les grands talents, plus ou moins perdus pour l'histoire universelle, Henri Bourassa, René Lévesque, Borduas, celui-ci par exemple toujours à peu près inconnu en Europe ou à New York et qui vraisemblablement le restera. Miron disait qu'il n'y a pas de petites littératures, il n'y a que des petits pays.

Ainsi, Asselin lui-même, dans les faits, ne semble pas avoir pris les dimensions qui étaient foncièrement les siennes. Écrivain-né, par exemple, il se sera dépensé en polémiques locales aujourd'hui pratiquement oubliées, victime de son pays et de son temps. Mais enfin, cette histoire sans cesse compromise est la nôtre.

Ce second tome s'arrête à 1918, consacré à la guerre et au paradoxal engagement d'Asselin. Même à la guerre, celui-ci, tout action, véritable héros, cherchant un destin à la mesure de son idéal tout entier dans l'absolu, sera finalement détourné de son grand but par la maladie et par les oppositions qu'il rencontre au sein de l'armée.

Mais ces péripéties sont captivantes et le personnage ne l'est pas moins, en particulier sur la ligne de feu.

PIERRE VADEBONCEUR

Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps. Le volontaire*, Montréal, Fides, 2001, 328 pages.

Le petit cours d'autodéfense intellectuelle 3/12

Jargon

Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement
Et les mots pour le dire viennent aisément.

BOILEAU, Art poétique, I

Pour aller rapidement au cœur du sujet, voici d'abord une étonnante petite histoire.

Au début des années 1970, le docteur Fox a prononcé, à trois occasions, une conférence intitulée: « La théorie mathématique des jeux et son application à la formation des médecins ». Il s'est exprimé devant un total de 55 personnes, toutes hautement scolarisées: travailleurs sociaux, éducateurs, administrateurs, psychologues et psychiatres. Son exposé durait une heure et était suivi de 30 minutes d'échanges. Un questionnaire était ensuite administré pour connaître l'opinion de l'auditoire sur l'exposé du docteur. Tous les participants l'ont trouvé clair et stimulant. Aucun n'a remarqué que cette conférence était un tissu de sottises. Ce qu'elle était pourtant.

Le docteur Fox était en fait un comédien. Il avait l'air très distingué et parlait sur un ton autoritaire et convaincu. Mais le texte qu'il disait, appris par cœur et portant sur un sujet auquel il ne connaissait absolument rien, était truffé de mots vagues, de contradictions, de fausses références, de renvois savants à des concepts n'ayant pas de rapport avec le sujet traité, de concepts creux et ainsi de suite. Bref: du vent, des contradictions et de la pompeuse insignifiance.

Ceux qui ont commis ce canular — qui rappelle fort celui de Sokal il y a quelques années — ont formulé ce qu'ils appellent l'hypothèse Fox: à savoir qu'un discours inintelligible, s'il est émis par une source légitime, tendra malgré tout à être accepté comme

intelligible. Un corollaire de cette idée est que l'emploi d'un vocabulaire qui donne ne serait-ce que l'illusion de la profondeur et de l'érudition peut contribuer à accroître la crédibilité d'une communication. Ce qui constitue une précieuse leçon pour qui veut tromper ses prochains.

Entendons-nous bien ici. Dans de nombreux secteurs de l'activité intellectuelle un vocabulaire savant est absolument nécessaire et ce serait faire preuve d'anti-intellectualisme primaire que de le nier. Essayez par exemple de faire de la physique, de la biologie ou des mathématiques sans vocabulaire spécialisé. Mais il est aussi possible de faire (minimalement) comprendre au profane ce qu'on fait dans ces disciplines sans ce vocabulaire spécialisé. Or, dans d'autres secteurs de la vie intellectuelle, tout cela semble changer. Il arrive que là le vocabulaire spécialisé (et souvent obscur) ne semble pas naître de problèmes réels et profonds mais paraît les créer bien artificiellement. Ce langage ne facilite pas la communication: il l'empêche. Ce qui se raconte semble presque impossible à traduire en langage simple pour le profane et si on arrive à une telle traduction, il ne reste, cruelle déception, que des banalités ou des truismes. Un exemple particulièrement net d'un tel abus de langage serait à mon goût celui des mathématiques en économie.

Comme le docteur Fox, on pourra très souvent tromper son prochain en ayant ainsi recours à un pompeux jargon qui donne l'illusion du savoir, de la compétence et de l'expertise. En fait, à mon avis, cette façon de faire constitue le fond de commerce d'un grand nombre de « savants » qui œuvrent dans des domaines où il n'y a que bien peu de savoir véritable: sciences de l'éducation, études littéraires, sciences humaines,

sciences de l'administration et ainsi de suite. Le droit constitue un autre exemple d'une profession qui s'établit dans une large mesure par l'adoption d'un vocabulaire spécialisé et obscur. Il existe d'ailleurs aux États-Unis des groupes qui œuvrent à contrer cet obscurantisme juridique et qui proposent des traductions en langage courant de documents juridiques: jubilatoire et drôlatique.

La morale de tout cela? Pas facile de la livrer, mais essayons.

Méfions-nous d'abord d'emblée — disons dès qu'on sort des maths avancées et de la physique quantique — des insondables abîmes de profondeur: ce pourrait bien n'être que du vent. Mais sachons aussi que des problèmes vraiment difficiles existent qui nécessitent un vocabulaire spécialisé et dont la pénétration demande de grands efforts dont nous ne sommes peut-être pas capables. Attention, donc. Car il existe des gens aussi pathétiques que les auditeurs du docteur Fox: ceux et celles qui décrètent absurde et incompréhensible ce qui est seulement vraiment difficile, complexe, voire au-dessus de leurs forces. Comment faire le tri? Il n'existe aucune règle. Il faut lire, lire beaucoup, s'informer et rester ouvert à tout. Il faut aussi apprendre à connaître et mesurer ses propres forces au contact des savoirs véritables (vivent la physique et les mathématiques!) et au contact d'auteurs sérieux traitant de problèmes difficiles (mon chouchou est Bertrand Russell). Puis, placé devant une proposition, ni la rejeter ni l'admettre du seul fait qu'elle paraît « profonde » et que les mots qu'on y emploie semblent savants. Essayez de la traduire en termes compréhensibles, histoire de voir si ce qu'elle avance est ou non un truisme ou une banalité ou une absurdité: ça arrive.

Je suis certain que vous avez deviné toute l'utilité de ce qui précède si on veut tromper son prochain. Mais si on veut honnêtement communiquer, que tirer de tout cela? Larry Gonick a suggéré les règles suivantes, simples et saines.

1. Assurez-vous que vous comprenez votre message avant de l'émettre.
2. Parlez le langage des gens à qui vous vous adressez.
3. Simplifiez, autant que faire se peut.
4. Encouragez les *feedbacks*.

L'énigme du mois dernier. Facile: il suffit de lancer la balle au-dessus de soi, directement vers le haut, bref: à la verticale. Elle s'élève, s'arrête et redescend vers vous. Notez que la contrainte de lancer la balle à l'horizontale, si vous l'avez suivie, n'était pas dans le problème: c'est vous qui l'y avez mise! Comme quoi il faut lire attentivement les consignes dans ce genre d'exercice.

L'énigme du mois. On peut avoir bien du plaisir avec celle-ci. Vous posez une ficelle sur la table — un lacet fera l'affaire. Il s'agit de saisir chacune des extrémités de la ficelle entre le pouce et l'index de chacune de vos mains puis, sans jamais lâcher la ficelle ni d'une main ni de l'autre, d'y nouer un nœud.

RAYMOND-LA-SCIENCE
baillargeon.normand@uqam.ca

Une lecture. Sur les thèmes traités le mois dernier et ce mois-ci, un petit bijou: Morris S. ENGEL, *Fallacies and Pitfalls of Language. The Language Trap*, Dover, New York, 1994.

On se reparle en 2002 et Raymond-la-Science me demande enfin de vous souhaiter un excellente année.

Poupée gonflable

Honda présentait récemment Asumo, une version améliorée de son « robot humain ». L'humanoïde mesure 1,2 mètre, peut monter et descendre les escaliers. Il sait même faire le travail d'une réceptionniste. Ils veulent sans doute dire d'une boîte vocale. Qui veut d'une boîte vocale de 250 livres qui monte et descend les escaliers? C'est pourquoi les petits génies de chez Honda ont déclaré que la prochaine chose qu'ils vont lui apprendre, c'est de faire une pipe. Et... perfectionner la fonction réceptionniste, pour remplacer les lignes téléphoniques 1-976-Viens chéri que je suce la grosse queue!

Quel est l'intérêt, en effet, d'avoir un robot humanoïde à part celui d'en faire son esclave programmable? Quand on lit les petites annonces, et qu'on constate que les seuls sites Internet rentables depuis le début sont des sites pornos, on ne peut s'empêcher de penser que toute cette « recherche scientifique » est en fait un gros fantasme, et qu'elle vise avant tout à mettre au point la salope de l'avenir. Ou l'amant infatigable, passionné de la vie, sportif, propre de sa personne, honnête, non fumeur, intellectuel, artiste dans l'âme, avec le sens de l'humour, autonome financièrement, qui fait la cuisine, le lavage, la vaisselle, et qui discute du dernier roman de Marie Laberge après la baise, si recherché par les professionnelles coquettes et cultivées, dans la quarantaine, qui désirent faire des rencontres par l'entremise des petites annonces du *Devoir* du vendredi.

Harry Lester

Le phénomène Harry Potter connaît un succès foudroyant partout sur la planète. Malheureusement il arrive que des êtres innocents se fassent bobo en tentant d'imiter le jeune sorcier. La dernière victime en date est un Québécois qui a voulu s'attaquer aux forces du mal. L'apprenti sorcier, Normand Lester, a appris à ses dépens qu'il vaut mieux consulter la sorcière Radio-Canada avant d'écrire un livre noir. Il a également réalisé que les moumoutes en peau de castor ne sont d'aucune utilité pour conjurer les mauvais sorts.

Jeux gais

La frénésie des Jeux gais gagnera Montréal du 30 juillet au 5 décembre 2006. Notre photographe a croqué sur le vif deux des *drag queens* (reines de la guénille) les plus connues de Montréal, les exubérantes Mado La Motte et Madame Simone. À l'annonce de la bonne nouvelle, les deux célébrités locales ont dansé le frotte minou sans retenue, au grand bonheur de l'assistance et des médias réunis pour l'occasion à La queue de cheval, un bar du village gai. On sait que les Jeux gais sont basés sur l'inclusion, et que plusieurs « sports » sont choisis en fonction de leur popularité et de leur accessibilité pour les personnes ayant des restrictions médicales de tout ordre: les quilles, le billard, le bridge, la danse sociale, les concours de reines de la guénille, le maquillage, la coiffure, et le lancer du dentier.



LES chiens ONT SOIF

critiques et propositions libertaires

Normand Baillargeon

« Lisez leurs journaux; écoutez leurs stations de radio; regardez leur télévision. Les chiens ont soif. L'ennemi est énorme. Mais pas invincible... »

184 pages, 21,95\$ en librairie

Normand Baillargeon Les chiens ont soif

Regardez-les aller. Lisez leurs journaux; écoutez leurs stations de radio; regardez leurs chaînes de télévision. Les chiens ont soif. À défaut d'une vaste mobilisation populaire, c'est foutu. Il va falloir se battre. Au nombre des solutions, il faut considérer l'Écopar pour concevoir et rendre possible la mise en place d'institutions économiques dans le respect de valeurs qui sont celles de la gauche, plus précisément de la gauche libertaire.

Les chiens ont soif • 184 pages, 20,95\$ taxe et transport inclus
Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
C.P. 129, succ. De Lorimier, Montréal (Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Téléphone _____
Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 21,95\$ + taxe
TPS: 143635464





Le nombril de Julie

Julie Snyder a gagné 100 000 \$ pour imiter Jinny dans la publicité de la Société des alcools du Québec (SAQ), la campagne a coûté en tout 871 812 \$, les coûts de production et de tournage s'élevaient à 271 000 \$. Plus de la moitié de la somme est allée aux réseaux de TV qui la diffusent. (*La Presse* 17-11)

Cent mille piastres pour le nombril de Julie, presque un million pour une seule campagne publicitaire, et la SAQ les multiplie. Comme si la SAQ, le seul monopole d'État de drogue légale, avait besoin de publicité. Elle est jolie Julie, mais avouons-le, plutôt mauvaise comédienne. N'importe quelle potiche à taille fine, payée au tarif minimum de l'Union des artistes aurait pu tenir son rôle de nouille orientale. Et les 100 000 \$ auraient été mieux investis dans le système d'assurances médicaments qui s'écroule. En fait, la totalité du presque million de dollars qu'a coûté cette campagne publicitaire, comme la majorité des dizaines de millions que totalisent les budgets publicitaires additionnés de la SAQ, de Loto Québec, d'Hydro Québec, de l'ensemble des monopoles d'État, et de la propagande gouvernementale, ne seraient-ils pas plus productifs pour la société s'ils étaient investis dans les services publics plutôt que gaspillés dans des campagnes publicitaires toutes plus débiles les unes que les autres, imposées aux citoyens avec leur propre argent, et généralement destinées à les prendre pour des cons?



À quoi servent au fond toutes ces campagnes publicitaires? Serait-ce la pointe de l'iceberg d'un système de distribution occulte des fonds publics, comme il en existe ailleurs? Loïk Le Flock-Prigent, ancien patron d'Elf, la pétrolière du gouvernement français sous Mitterrand, condamné pour détournements de fonds publics, vient de sortir de prison, et de sortir un livre¹, donnant sa version des faits. Dans une interview accordée à Thierry Ardisson² à l'occasion de la sortie du livre, Le Flock-Prigent proclamait son innocence. Il prétend qu'Elf, comme d'autres sociétés d'État françaises qui disposent de budgets de publicité et de développement quasi illimités, en même temps qu'elles sont d'énormes consommatrices de biens et de services, sont régulièrement appelées à servir de caisses occultes pour financer des opérations secrètes en France ou à l'étranger. Ou pour aider des amis du pouvoir dans le besoin, qui ne pourraient pas l'être directement par les voies officielles. Il soutient que lui-même participait à « un système opaque et performant », dont tous les politiciens connaissaient l'existence, et faisaient abondamment usage, Mitterrand le premier.

Il expliquait comment Elf avait été appelée à renflouer les usines de textiles du frère de Régine, la célèbre cabaretière du jet-set international. Une compagnie nationale du pétrole ou de l'alcool peut décider du jour au lendemain de changer les uniformes de ses milliers d'employés, et donner le contrat à qui elle veut. Elle n'est pas soumise au processus des appels d'offres et à la transparence. Même si l'entreprise paie la marchandise largement au-dessus du prix du marché, la

dépense sera considérée comme une mauvaise décision d'affaire et les politiciens seront à l'abri. Au pire, la tête d'un PDG tombera.

Le manque à gagner de la Caisse de dépôt dans l'aventure Québecor Média est évalué à 2,1 milliards. TVA International va mal, 121,4 millions de perte nette pour l'exercice 2001. La Caisse doit dévaluer sa participation et risque de perdre sa crédibilité. Pierre Karl Péladeau, le plus gros assisté social du Québec, ne peut plus être aidé directement. Il est temps d'AGIR. Voilà que tout à coup l'ensemble des sociétés d'État, des ministères et des agences gouvernementales ont un urgent besoin de publicité télévisée. Campagne AGIR, campagne pour l'équité salariale, de la SAQ, de Loto Québec, Hydro Québec, Gaz Métropolitain, aussitôt, miracle de la saine gestion financière, le chiffre d'affaire de TVA augmente. Ouf! Les politiciens, les administrateurs de TVA et de la Caisse de dépôt respirent, et se *pettent les bretelles* de satisfaction.

La prochaine fois que les *pushers* de la SAQ concevront une autre de ces coûteuses *quêtaineries* publicitaires, ce qui ne saurait tarder, il leur faudrait quand même faire un petit effort pour éviter d'être sexistes et réactionnaires, en plus d'être inutiles.

Un million pour voir Julie Snyder, le décolleté plongeant et le nombril à l'air, reprendre à son compte les stéréotypes sexistes les plus éculés des années 1960, la blonde exotique court-vêtue et hyperconne qui comprend tout de travers: il y a des coups de pieds dans le cul qui se perdent quelque part.

JACQUES BOUCHARD

1- *Affaire Elf système d'État*, éditions du Cherche midi, 2001

2- *Tout le monde en parle*, diffusé sur TV5

Loi antiterrorisme

On a raison d'être terrorisé

Petite histoire des arrestations politiques au Québec depuis 1999



Nombreux sont ceux qui s'inquiètent de la nouvelle loi antiterroriste: les avocats du Québec par la voix du Barreau, les députés du Bloc Québécois, les journalistes, les militants antimondialisation... Ces gens craignent que les policiers ne profitent de leurs nouveaux pouvoirs pour s'attaquer à des groupes qui n'ont rien à voir avec le terrorisme islamique, tel les militants antimondialisation ou les militants autochtones.

On a effectivement raison de s'inquiéter quand on sait qu'il y a eu au moins 981 arrestations à caractère politique au Québec depuis 1999 (voir encadré). Ainsi, les policiers n'ont pas attendu une loi antiterroriste pour frapper fort contre le mouvement antimondialisation, qu'ils espèrent intimider en procédant à des arrestations massives. Certaines de ces arrestations semblent justifiées en raison d'actes criminels. Il en est ainsi des frappes contre des McDonald's ou des banques (15 mars 2000) ou l'occupation illégale d'un bâtiment (le squat de l'été 2001). Mais la distinction entre criminels — les

fameux « casseurs » — et manifestants n'explique pas grand chose. Qu'il y ait de la « casse » ou non, les policiers semblent en effet bien décidés à procéder à des arrestations. Ainsi, les 157 personnes arrêtées à Westmount le 1^{er} mai 2000 n'avaient eu le temps que de descendre de leurs autobus et marcher quelques coins de rue sans commettre le moindre acte criminel. Cette fois-là, les policiers cofrent tout le monde, dont des photographes et des journalistes. Au Sommet des Amériques également, les policiers arrêtent un nombre surprenant de journalistes. Ces erreurs prouvent une chose: les policiers ne sont pas intéressés à distinguer entre « casseur » et « pacifiste ». Ils prennent ceux et celles qui leur tombent sous la main et les embarquent. Si des journalistes sont ainsi pris au piège, il y a fort à parier qu'un certain nombre de manifestants le sont aussi.

L'intimidation ne se limite pas à ce millier d'arrestations politiques. Un exem-

ple? Le samedi 17 novembre, à Ottawa, les policiers ont bloqué l'avance de deux manifestations de citoyens qui protestaient contre le G20, le Fonds monétaire internationale et la Banque

aurait pris plusieurs heures et les manifestations seraient arrivées des heures en retard au lieu de convergence où les discours étaient prévus. Il aura fallu aux manifestants retourner sur leurs pas pour déjouer les policiers. Cette même journée, les policiers avaient fouillé des manifestants débarquant d'autobus en provenance de Montréal. Ces procédures sont illégales, selon un avocat de Montréal. Les policiers doivent le savoir. Ils s'en foutent. Ce qu'ils veulent, s'est intimider un mouvement politique. Voilà pourquoi ils s'acharnent sur certains individus, détenant pendant des semaines ceux qu'ils croient être des leaders, tel Jaggi Singh après le Sommet de Québec ou les membres du mouvement *Germinal*, dont le groupe avait été infiltré par des agents provocateurs qui avaient fourni le matériel militaire qui servira à incriminer les militants... La loi antiterroriste vous inquiète?

Au moins 981 arrestations politiques

Automne 1999: 66 arrestations d'étudiants de l'UQAM manifestant leur opposition à une entente entre leur université et Coca Cola (Montréal).

7 mars 1999: 7 arrestations de membres du groupe féministe les Sorcières qui avaient occupé une église (Montréal).

23 février 2000: 4 arrestations lors d'une manifestation contre le Sommet de la jeunesse (Québec).

15 mars 2000: 112 arrestations lors d'une manifestation contre la brutalité policière

organisée par le groupe Citoyen-NE-s opposé-E-s à la brutalité policière [COBP] (Montréal).

1^{er} mai 2000: 157 arrestations lors d'une marche célébrant la fête des travailleurs (Westmount).

22 mai 2000: une arrestation lors d'une opération d'étiquetage de produits génétiquement modifiés dans un super-marché (Montréal).

24-25 octobre 2000: 46 arrestations lors de manifestations contre la réunion du G20 (Montréal).

Avril 2001: 463 arrestations lors du Sommet des Amériques (Québec).

Été 2001: 6 arrestations de sympathisants lors de l'évacuation du premier squat rue Overdale, 6 autres lors de l'éviction du second squat rue Rachel et 31 arrestations lors de la manifestation d'appui aux squatters le lendemain de l'éviction (Montréal).

29 septembre 2001: 82 arrestations lors d'une manifestation pro-palestinienne devant les consulats israélien et américain (Montréal).

mondiale. Les policiers avaient décidé que seuls les manifestants acceptant de se laisser fouiller seraient autorisés à poursuivre leur route. Comme la fouille d'un individu prenait environ une minute et qu'il y avait environ un millier de manifestants, ce processus

FRANCIS DUPUIS-DÉRI
francisdupuisderi@hotmail.com

Manifester quelques jours avant la loi C-36

À Toronto, le 16 octobre dernier, lors d'une journée de perturbation économique organisée par l'Ontarian Coalition Against Poverty (OCAP), nous avons eu droit à une nouvelle avancée de la répression. Ce jour-là, la police procédait à l'arrestation de toute personne en possession d'un des outils devenus nécessaires à la manifestation, que ce soit un masque à gaz ou des lunettes de protection. Avant même d'arriver au point de ralliement où nous devions déjeuner ensemble, il n'a pas été possible de traverser un barrage policier où l'on fouillait sys-

tématiquement tous les sacs des manifestant-e-s. Encore une fois, les arrestations arbitraires et violentes se sont multipliées sans aucun respect pour les droits fondamentaux.

À Ottawa, les 15, 16 et 17 novembre 2001, se tenaient les rencontres du G-20, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Toujours et encore des arrestations sans aucun motif dont plusieurs effectuées à la volée. En pénétrant rapidement à l'arrière de la manifestation, une dizaine de policiers armés

de bâtons électriques repoussaient les résistant-e-s et allaient cueillir la personne visée par l'opération. On admettra que cette technique de terreur organisée crée des chocs importants aux personnes qui en sont victimes ainsi qu'aux témoins de la scène. Même scénario qu'à Toronto pour la fouille des sacs, les barrages policiers s'étant dressés sur le chemin qu'allaient emprunter les deux manifestations qui ont finalement dû mettre beaucoup plus de temps que prévu pour se rejoindre. La police a également effectué des arrestations sauvages de différents groupes de

personnes vêtues exclusivement de noir, avec l'aide de leurs fidèles compagnons, des bergers allemands spécialement dressés à cette fin. Plusieurs personnes ont été mordues, dont un cameraman de TVA qui a osé montrer à la télévision la trace des crocs sanglants laissée par le gentil toutou. Parions que ces images ne feront pas le tour du monde...

Et si la foutue loi C-36 n'est pas adoptée, il ne faudra pas penser par autant qu'elle ne s'applique pas...

MARTIN PETIT